Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)

n°5

février 82 / 10 fr.

Sommaire

Premières leçons de Pologne

•

Il était une fois Yalta ...

•

La continuité stalinienne du PCF

•

Le PS et la CFDT face à la révolution polonaise

•

Dossier

LA CFDT DANS L'APRES 10 MAI

•

Le PSU et le soutien critique

Editorial

PREMIERES LECONS DE POLOGNE

LE coup de force du 13 décembre 1981 en Pologne a porté un coup d'arrêt à la montée de la révolution politique. La dynamique et la radicalisation du mouvement de masse poussaient à l'instauration d'un pouvoir démocratique des travailleurs. En instaurant l'état de guerre, la bureaucratie polonaise entendait mettre fin à une situation révolutionnaire, une situation de dualité de pouvoir qui avait été en fait ouverte en 1980 avec la constitution du syndicat Solidarité.

Cette situation avait débouché au cours des derniers mois sur l'existence ouverte d'organes de type soviétique (les conseils d'usine) dans les principales entreprises des régions les plus industrialisées du pays. C'est au cours du second trimestre 1981 que la mobilisation et les nouveaux pas franchis dans l'organisation du mouvement de masse ont tendu à poser de plus en plus ouvertement la question de la gestion de l'ensemble de la société par les travailleurs et producteurs librement organisés.

La liste des épreuves de force partielles qui ont jalonné les six derniers mois de l'année 1981 est significative de cette montée vers l'affrontement décisif :
— Marche de la faim contre le sabotage économique de la bureaucratie et premières initiatives prises par Solidarité dans certaines régions pour contrôler l'approvisionnement.
— Contestation de la politique des prix des denrées alimentaires par Solidarité.
— Poursuite de la lutte entamée dès août 1980 contre la censure du gouvernement et dénonciation des provocations policières comme celle de Bydgoszcz.
— Développement à partir du mois d'août dernier du mouvement pour l'autogestion et formation de conseils de travailleurs. Face aux contre-offensives menées par le pouvoir, les travailleurs ont commencé à remettre en cause ses prérogatives. Au niveau de l'entreprise, en ce qui concerne la nomination des directeurs, et au niveau central, en refusant ses décisions économiques arbitraires. Les discussions entamées dans certaines régions sur la nécessité de préparer la grève active (c'est-à-dire la remise en marche des usines sous contrôle des travailleurs), d'élaborer un plan ouvrier contre la crise et de riposter aux provocations policières de la bureaucratie en constituant des « gardes ouvrières », tendaient à poser de plus en plus ouvertement la question : qui dirige le pays ?
— Cette question était également abordée sous l'angle de la tenue d'élections libres, organisées sur la base du pluralisme politique ou du référendum qui devait avoir lieu dans tout le syndicat sur « l'exercice et les méthodes du pouvoir ».

Au travers de ces avancées dans leurs luttes, de leur organisation et de leurs propositions alternatives à celles de la bureaucratie, les travailleurs polonais cherchaient à bâtir dans les faits un système reposant sur le pouvoir d'initiative, de décision et de gestion des producteurs associés.

A aucun moment ils n'ont remis en cause la base sociale, non capitaliste, de l'économie polonaise. Ce qui était visé par le mouvement de masse en Pologne c'était bien le monopole politique exercé par la bureaucratie « au nom de la classe ouvrière », et les privilèges matériels qu'elle tire de cette usurpation. A de nombreuses reprises, Solidarité s'est prononcé pour le maintien de l'appropriation collective de la socialisation des moyens de production essentiels.

Quand les généraux et les bureaucrates polonais, soutenus par un chœur qui réunit le Kremlin et la place du Colonel-Fabien, accusent Solidarité d'avoir voulu prendre le pouvoir, d'avoir — comme le disait le communiqué commun du POUP et du PCUS d'avril 1981 — voulu créer une situation de *« dualité de pouvoir »* ils avouent eux-mêmes l'usurpation du pouvoir exercée par le « parti dirigeant ». Le crime qu'ils reprochent aux travailleurs polonais, c'est d'avoir voulu mettre en œuvre dans un pays du « socialisme réel » le slogan du manifeste communiste : *« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes. »*

Une défaite a été infligée aux travailleurs polonais, le 13 décembre, même s'il est impossible et prématuré d'affirmer que la classe ouvrière a été écrasée. La répression a paralysé et fortement désorganisé l'activité de Solidarité. Une grande partie de sa direction est décapitée, internée dans des camps de concentration. A l'évidence, le syndicat n'a pris que tardivement conscience du fait que la marche en avant des travailleurs polonais signifie une remise en cause du pouvoir bureaucratique dont la base sociale s'effritait.

Au cours des dix-huit mois qui ont séparé les grèves d'août 1980 du coup de force du 13 décembre, une large direction du prolétariat polonais s'est forgée au sein de Solidarité. A divers reprises elle a su répondre positivement aux poussées et aux revendications avancées par la masse des travailleurs.

Face à la bureaucratie qui tentait de diviser le mouvement selon la veille tactique du « salami », elle a maintenu l'unité d'ensemble de la classe ouvrière et de son alliance avec les autres couches laborieuses, les intellectuels et les employés des villes, ou le mouvement paysan. Elle a réagi fermement aux diverses tentatives répressives du régime et a refusé de fait toute véritable pratique de collaboration ou d'intégration au régime. Elle a su faire vivre, somme toute, un fonctionnement relativement démocratique de Solidarité, comme l'a attesté le dernier congrès du syndicat.

Mais une série de limites lui ont interdit de prendre l'ensemble de mesures nécessaires dès lors que la question du pouvoir était posée centralement.

Il y a eu sans doute des erreurs d'appréciation, une sous-estimation très importante de la conscience qu'avait la bureaucratie de l'affrontement qui se préparait et des moyens dont elle se dotait pour y faire face avec l'aide des « partis frères », en premier lieu la bureaucratie soviétique.

C'est ainsi que les mesures de « militarisation » de la vie publique et économique ont été sous-estimées, alors qu'elle représentaient la dernière carte que pouvait jouer la bureaucratie après le IX^{e} Congrès du POUP et la relance du parti unique, sous couvert de « renouveau socialiste », ait fait long feu. On se rappelle par exemple comment Lech Walesa accueillit favorablement le remplacement de Kania par Jaruzelski en expliquant que la situation serait meilleure qu'avant.

Il est certain aussi que la direction de Solidarité a sous-estimé les rythmes avec lesquels la bureaucratie préparait cet affrontement.

Mais les principales limitations de la direction de Solidarité ne tiennent pas seulement aux erreurs commises dans l'analyse concrète de cette situation concrète. Elles sont d'ordre plus général.

Le premier congrès national de Solidarité avait traduit le contraste qui existait entre l'ampleur, la radicalisation et la dynamique du mouvement de masse, d'une part, et, d'autre part, la faiblesse voire l'absence d'actions capables de coordonner, de centraliser dans un véritable « plan stratégique » la marche en avant des travailleurs polonais.

Face au type de tâches qui s'annonçaient, on a pu voir toutes les limites d'une stratégie dite « d'autolimitation » préconisée par un certain nombre d'experts liés à la hiérarchie catholique ou même certains des anciens dirigeants du KOR. Cette stratégie d'autolimitation a conduit la direction nationale de Solidarité à des hésitations et des oscillations ; comme au printemps dernier, lorsqu'elle a finalement décommandé la grève générale de protestation contre les provocations policières de Bydgoszcz ou après l'épreuve de force test qu'a constitué l'évacuation militaire des pompiers en grève au mois de novembre.

Ainsi est-ce de manière non centralisée, à l'échelle de quelques régions seulement, que la préparation de la grève active ou la mise sur pied de gardes ouvrières ont été envisagées. Alors qu'en face la caste bureaucratique continuait

de disposer d'un pouvoir d'Etat, ébranlé, mais dont l'appareil de répression demeurait centralisé.

Ainsi, au moment du choc décisif, s'est fait sentir l'absence d'une force, d'un parti organisé, conscient et homogène sur les enjeux et les objectifs de cette épreuve de force. Il a manqué une force révolutionnaire capable d'impulser une centralisation plus poussée des organes d'auto-organisation, capable de répondre politiquement et nationalement aux manœuvres de diversion de la bureaucratie, comme les propositions de « concorde nationale » entre le POUP, l'Eglise et Solidarité.

Ces leçons ne doivent pas être perdues pour l'avenir, la lutte de la classe ouvrière polonaise contre le régime bureaucratique n'a pas pris fin, en effet, dans l'aube grise et glaciale du 13 décembre. Malgré l'instauration de l'état de guerre, la militarisation de secteurs clés de l'industrie, la menace des tribunaux militaires et de la peine de mort contre les « fauteurs de troubles », malgré le chantage que constituait la prise en otage de plusieurs milliers de dirigeants nationaux et locaux de Solidarité, le prolétariat polonais a manifesté dans ces conditions difficiles son refus viscéral de la restauration de l'« ordre bureaucratique ».

De façon largement semi-spontanée, vu la désarticulation de Solidarité, des grèves très largement suivies se sont développées immédiatement après le coup de force. Plusieurs millions de travailleurs ont cessé le travail, en occupant dans de nombreux endroits les entreprises. Des appels à la grève générale ont été lancés. Des affrontements violents, faisant de nombreux morts, ont opposé les travailleurs grévistes aux forces de répression, en premier lieu la milice.

Après cette première phase de résistance active, la protestaion des travailleurs polonais a pris essentiellement la forme d'une résistance passive. La baisse des cadences et de la production, les grèves du zèle se combinent avec la volonté d'isoler tous ceux qui veulent collaborer avec le régime, en premier lieu le personnel de direction et du haut encadrement des unités de production.

Cette résistance passive se manifeste aussi dans la solidarité aux victimes de la répression, des arrestations et des premiers procès montés dans la plus pure tradition stalinienne. Même si cette résistance passive a des limites évidentes, y compris dans le temps, elle peut jouer un rôle décisif dans la préparation des futures épeuves de force qui éclateront à nouveau tôt ou tard en Pologne. Qu'on se rappelle seulement le rôle de continuité qu'ont joué, entre les grèves de 1976 et celles de 1980, les actions de solidarité, menées par les militants du KOR et les réseaux ouvriers liés au journal *Robotnik*.

Il y a là, dans l'ampleur atteinte par le mouvement des travailleurs polonais, par leur organisation, par leur politisation avant le 13 décembre, une différence notable avec les précédents hongrois de 1956 et tchèque de 1968.

Cela explique l'importance du mouvement de solidarité à long terme, qu'il faut développer à l'échelle internationale en faveur des travailleurs polonais et de leur combat.

Le coup du 13 décembre a porté en effet un coup grave à l'ensemble du prolétariat international. Le combat mené par les travailleurs polonais depuis août 1980 représente une expérience sans précédent dans l'histoire des montées ouvrières contre la dictature bureaucratique. Elle représente aussi une arme contre le vieux monde capitaliste par la volonté qui a été affirmée dix-huit mois durant d'une socialisation effective des moyens de production et de la richesse sociale.

L'élimination de la caste bureaucratique n'aurait pu que renforcer et non pas affaiblir la propriété collective, renforcer et non pas affaiblir la classe ouvrière à l'échelle internationale. La liquidation de la dictature bureaucratique, du soi-disant « socialisme réel » qui se confond avec le monopole du pouvoir politique exercé par une minorité de privilégiés, aurait démontré aux yeux des masses travailleuses du monde entier que la société polonaise, l'économie de la 10e puissance industrielle du monde pouvaient être dirigées par l'ensemble des travailleurs, par « les producteurs librement associés ».

C'est ce qui explique comment, pour nous, le soutien à la lutte des travailleurs polonais, reste aujourd'hui, plus que jamais, à la pointe avancée de tout notre combat pour le socialisme, pour la fin de l'exploitation et de l'oppression.

■

IL ETAIT UNE FOIS YALTA...

FRANCIS SITEL

LA révolution polonaise s'est développée avec une telle puissance que l'équilibre mondial s'en trouvait ébranlé. Mais c'est seulement au moment où la bureaucratie semble lui avoir porté un coup d'arrêt que l'onde de choc en devient visible. Le paradoxe n'est qu'apparent. Tant que, selon des formes si nouvelles qu'elles déroutaient les pronostics, la dynamique se poursuivait sans que rien ne semblait en mesure de l'arrêter, bourgeois et bureaucrates entretenaient un silence assez total sur l'exacte signification des événements en cours.

Le « lâche soulagement » que leur procure la normalisation de la situation permet le déliement des esprits et des langues. Et chacun d'y aller de son couplet concernant « l'ordre du monde né de Yalta » qui se serait trouvé menacé. Pour s'en réjouir ou le déplorer. Sorte d'hommage du vice à la vertu, car, dire que Yalta était en cause, c'est implicitement reconnaître que les 18 mois de l'expérience polonaise avaient accumulé une charge explosive capable de faire sauter le vieux monde.

Mais, dans tous les discours qui fleurissent sur Yalta, on ne trouve guère, de quelque côté qu'on se tourne, au-delà de l'aveu retardé de cette grande peur, que d'étranges contes de fées.

Yalta or not Yalta ?

A croire que, sous prétexte que nous ne sommes pas sortis de « l'ère de Yalta », tout débat sur cette question ne peut être que sciemment faussée.

Le premier faux débat, celui qui occupe pour une grande part les colonnes de la presse bourgeoise, porte sur le fait de savoir s'il y a effectivement eu « partage du monde » à Yalta. Vieille querelle d'école qui consiste à savoir si c'est à tort ou à raison que l'URSS peut se revendiquer des accords signés à la fin de la dernière guerre pour justifier la domination qu'elle exerce sur les pays qu'elle a satellisés en Europe de l'Est. Le seul argument dont usent les spécialistes de ce débat consiste à s'appuyer sur la lettre des accords de Téhéran, Yalta et Postdam pour conclure par la négative. En effet, ces accords prévoyaient des élections libres qui n'ont jamais pu se dérouler. Donc ces accords, respectueux de la liberté des peuples et de leur souveraineté, du moins voulus tels par les Occidentaux, auraient purement et simplement été violés. Et ce, du seul fait de la politique cynique et brutale de Staline qui n'aurait paraphé ces accords que pour mieux tromper les Occidentaux et imposer son pouvoir arbitraire sur ces pays.

En entretenant la légende d'honnêtes accords politiques conçus sur le modèle des traités entre grandes puissances tels qu'ils se sont faits et défaits au cours des siècles au gré des rapports de forces et des humeurs, on peut tenter de rafraîchir des chromos singulièrement poussiéreux, on ne peut en rien rendre compte de la réalité du monde contemporain.

Un peu d'objectivité historique contraint les commentateurs plus sérieux à écarter cette légende. La « conférence de Yalta », au cours de laquelle les alliés auraient contresigné d'une même plume un accord politique global, respectueux du « droit international », n'a jamais existé.

André Fontaine écrit, dans son *Histoire de la guerre froide* : *« Loin en effet d'avoir abouti, comme le veut une légende tenace, à une entente des trois grands sur le partage de l'Europe, la conférence de Yalta fut marquée par*

Editorial du « Times » (janvier 1945)

« Ce que veut la Russie sur sa frontière occidentale, c'est sa sécurité. La Grande-Bretagne s'est traditionnellement opposée à toute intervention des grandes puissances aux Pays-Bas ou dans la zone de Suez et les Etats-Unis ont fait de même en Amérique Centrale — régions que ces deux puissances se sont adjugées comme vitales pour leur sécurité. Il serait donc incongru de demander aujourd'hui à la Russie de renoncer à un droit de sécurité tout a fait semblable, et il serait stupide et un peu hypocrite de voir dans l'application de ce droit un symptôme d'une politique d'agression. Aucun pays n'a plus de raison d'applaudir ce nouveau rôle en Europe de la Russie que son partenaire du traité de mai 1942. »

Cité par André Fontaine (« Histoire de la guerre froide », TI)

une tentative des Occidentaux pour remettre en cause le partage que dessinait sur le terrain l'avance des troupes soviétiques et qu'avait entériné, à l'avance, sur le papier, l'accord Staline-Churchill. »

Ce qui est vrai, c'est qu'avec une conscience assez claire de l'antagonisme irréductible existant entre l'Occident capitaliste et l'URSS, les « Trois » (Etats-Unis, Grande-Bretagne et URSS) se sont efforcés d'établir un compromis entre leurs intérêts, afin de s'accorder sur un ordre possible à établir dans le chaos résultant de la guerre.

Ce compromis a été progressivement défini à travers une série de « rencontres » importantes, dont la moindre ne fut pas l'entretien Staline-Churchill du 9 octobre 1944. Ainsi furent dessinées les grandes lignes du « partage du monde » qui allait effectivement être, de part et d'autre, respecté.

Certes, la politique de Staline était cynique et brutale. Mais, sur ce terrain, ses partenaires, à commencer par Churchill, n'avaient rien à lui envier. Ils commencèrent par « rétablir l'ordre » dans les colonies. L'Impérialisme français, pour sa part, s'illustra dès la fin de la guerre par des massacres perpétrés en Indochine, à Madagascar, à Constantine. L'assurance qui est celle du Kremlin lorsqu'elle fait régner son ordre sur les pays du glacis, sans être en quoi que ce soit dérangé par les Occidentaux, témoigne du fait que le compromis établi alors reste globalement valable.

Non pas en fonction de ces chiffons de papier que sont les traités internationaux, mais de quelque chose qui est, en soi, cynique et brutal : les rapports de forces établis entre les Etats-Unis, chef de file de l'impérialisme, et l'URSS, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Et c'est bien pourquoi les arguties sur les « violations des accords de Yalta » ne peuvent troubler que les ignorants et les naïfs. Le compromis de Yalta n'a pas à être fondé en droit, tant que, d'un commun accord, il reste justifiable de ce même rapport de forces. C'est ce qu'il est convenu d'appeler le statu quo international.

Etant entendu que, en la matière, toute la difficulté est d'apprécier ce qu'est précisément le rapport de forces à un moment donné en fonction des modifications incessantes qui se produisent. La remarque d'André Fontaine renvoit au fait que des modifications, et les conséquences qu'elles entraînent, sont apparues très tôt. Le rapport de forces n'était déjà plus exactement le même le 4 février 1945, à l'ouverture de la conférence de Yalta, que lors de la visite de Churchill à Moscou ou lors de la conférence de Téhéran fin 1943. Et il ne sera plus exactement le même lors de la conférence de Postdam, le 17 juillet 1945, au lendemain de l'essai réussi de la première bombe atomique. D'où la complexité et le caractère conflictuel des multiples négociations entre alliés au cours de cette période. Sans parler de ce qui s'est passé au cours des 35 dernières années !

Mais, à travers ces ajustements continuels et ces conflits permanents, ce qui est maintenu c'est, de la part de l'impérialisme, l'acceptation du fait que les rapports de forces globaux obligent à reconnaître l'URSS comme grande puissance avec laquelle il faut traiter. Ce qui signifie, en particulier, lui reconnaître le droit d'exercer son hégémonie sur un certain nombre de pays, qui vont constituer sa « sphère d'influence » ; même si cela signifie l'assimilation de ces pays au système social soviétique et, par là, leur sortie du marché mondial capitaliste. Quitte à ce que cette évolution des choses précipite une politique déjà engagée : celle de la « guerre froide ».

Malgré cette situation de tensions approfondies, l'engagement de l'impérialisme à ne pas intervenir pour modifier l'état de fait ainsi créé s'est trouvé confirmé à de multiples reprises. Chaque fois que le Kremlin a été amené à rétablir l'ordre de Berlin à Varsovie, à Budapest, à Prague. Et en Pologne à nouveau aujourd'hui.

Engagement respecté et payé de retour ! Le Kremlin se gardant bien, de son côté, de créer quelque difficulté que ce soit aux puissances occidentales dans leurs propres sphères d'influence. Ainsi, les engagements pris de part et d'autre à la fin de la guerre, ainsi les confirmations que sont venus apporter tous les grands événements mondiaux depuis, témoignent dans le même sens. Ce que, symboliquement, on appelle le « partage de Yalta » représente un compromis entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique concernant la commune acceptation d'un rapport de forces mondial entre les « deux camps » et, sur cette base, la définition des « sphères d'influence » mutuelles.

Evidence qui n'empêche pas les incessantes remises en question de ce « compromis » de la part des porte-parole de l'impérialisme et les discours interminables tendant à faire croire que la coupure de l'Europe se-

Churchill-Staline, le 9 octobre 1944

« Le moment était favorable pour agir. C'est pourquoi je déclarai : ' 'Réglons nos affaires avec les Balkans. " Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions et des agents dans ces pays. Evitons de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la G.-B. et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Grèce pour nous, et de l'égalité 50/50, en Yougoslavie ? Pendant que l'on traduisait mes paroles, j'écrivis sur une demi-feuille de papier :

ROUMANIE : Russie 90 %, les autres 10 %

GRECE : Grande-Bretagne (en accord avec les Etats-Unis) 90 %, Russie 10 %

YOUGOSLAVIE : 50/50 %

HONGRIE : 50/50 %

BULGARIE : Russie 75 %, les autres 25 %

« Je poussai le papier devant Staline à qui la traduction avait alors été faite. Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis, il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en matière d'approbation, et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire. (...) Il y eut ensuite un long silence. Le papier, rayé de bleu, demeurait au centre de la table. Je dis finalement : " Ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ces problèmes dont dépendent le sort de millions d'êtres d'une façon aussi cavalière ? Brûlons ce papier. " " — Non, gardez-le ", dit Staline. »

Churchill « Mémoires », T. 6, vol. I)

rait le produit de la seule volonté de l'URSS qui, procédant par coups de force, aurait imposé sa domination sur les pays de l'Est. L'Occident étant seulement coupable, non d'être partie prenante du compromis lui-même, même de faiblesse, d'une incapacité à faire face à « l'expansionnisme soviétique ». Et, corollaire obligé, de s'opposer à son « agent intérieur » : le communisme !

Il serait imprudent de ne considérer ceux qui tiennent ces discours que comme les nostaliquès d'un passé révolu. Leur fonction, au regard des intérêts impérialistes, est autre : il s'agit, pour eux, d'éclairer un avenir espéré. Celui qui verrait naître les conditions rendant possible une modification radicale en faveur de l'impérialisme du statu quo établi sur la base des rapports de forces nés de la dernière guerre. Du point de vue des intérêts vitaux du capitalisme, il n'est pas possible d'accepter comme définitive et irréversible l'amputation de son marché mondial que représente l'existence d'un groupe d'Etats ouvriers. Contraint de faire de nécessité vertu — et d'accepter, en fonction de son propre affaiblissement, la coexistence pacifique —, l'impérialisme n'a de cesse de travailler à renverser un tel « cours des choses ». Non seulement en s'organisant pour tenter de stopper le processus de rétraction de son marché mondial, mais aussi en se préparant, ne serait-ce que sous la forme d'une guerre idéologique permanente, à l'inverser. En réinstaurant le capitalisme dans ces pays qui lui ont échappé. Y compris par la guerre, lorsqu'il jugera que les conditions seront réunies pour engager une telle offensive.

Ce que se refusent à comprendre ceux qui, tout en reconnaissant l'existence du compromis de Yalta, l'analysent comme étant un accord entre « super-puissances » qui, malgré ses conséquences négatives pour les autres nations, a le mérite incomparable de garantir la paix mondiale.

Au nom de la paix ?

Cette position est celle qui, grosso modo, est défendue, avec des nuances selon les partis et selon les courants, par la social-démocratie. Mais, plus largement, c'est elle qui fonde la « sainte alliance » des « non-interventionnistes » dans les « affaires intérieures » du « camp socialiste ».

La Pologne vient de montrer une nouvelle fois que cette alliance est sans rivages puisque se retrouvent en son sein, outre Cheysson et le gouvernement dont il est le ministre des Affaires étrangères, Helmut Schmidt, Jean-Paul II, et même, pour d'autres raisons, Marchais et Krasucki. Tous auraient pu dire, avec l'ineffable Cheysson : *« Nous notons que c'est une affaire interne polonaise. Nous désirons beaucoup que les affaires polonaises soient traitées entre Polonais* (1). »

Mais, ce qui donne son assise à l'assemblage hétéroclite des croisés de la « non-ingérence » c'est une analyse qui, sans être partagée par tous les protagonistes de l'immobilisme, fonde en doctrine cette politique. C'est celle qui défend la social-démocratie.

Celle-ci consiste, sur la base des apparences, à interpréter le compromis de Yalta comme un accord entre les deux grandes puissances mondiales que sont les Etats-Unis et l'URSS. Grandes puissances qui ont leurs défauts : des inclinations impérialistes pour les Etats-Unis, une nature totalitaire pour l'URSS. Et chacun de doser comme il l'entend les critiques qu'il convient d'adresser dans l'une et l'autre direction. F.Mitterrand et le Parti socialiste français ne ménagent pas les leurs en ce qui concerne la politique américaine en Amérique centrale. D'autres sont plus discrets. H. Schmidt, on le sait, n'est pas partisan de prendre des sanctions économiques contre l'URSS. D'autres sont plus vindicatifs. Et Mitterrand maintient que l'on peut gouverner avec des ministres communistes, ce que ne sont pas prêts de concéder d'autres partis socialistes, voire certains socialistes français. Cela dit — faut-il le préciser ? — ces différences s'inscrivent dans un cadre commun qui est qu'entre les « excès » de l'impérialisme américain et le totalitarisme de l'URSS, on choisit le « camp de la liberté », c'est-à-dire l'Ouest contre l'Est...

Ce qui ne va pas sans implications concrètes, puisque cela veut dire que, face au Pacte de Varsovie, on est membre fidèle de l'Alliance atlantique et que, contre le danger communiste, on préfère rester dans le giron capitaliste. Quitte à déplorer que « l'ère de Yalta », dans laquelle, quels que soient nos vœux d'en sortir, nous sommes toujours, contraigne à des choix si tranchés ! Car, tant que le monde se réduit à un face-à-face entre les « deux blocs », force est bien de se situer dans l'un des deux. En bénissant Churchill, Roosevelt et de

(1) Déclaration à Europe 1. cf. « le Monde », 15/12/1981

Gaulle d'avoir permis que celui dans lequel on se retrouve soit précisément celui dit du « monde libre ». Il ne reste plus qu'à se satisfaire de pouvoir, petitement, affirmer ses propres spécificités au sein du bloc. En attendant un avenir meilleur...

Car ce qui justifie ce carcan, censé contraindre les travailleurs français à être les soldats de l'Alliance atlantique et les travailleurs polonais à subir les diktats du Kremlin, c'est que la préservation de la paix mondiale serait à ce prix.

Ce qu'a exprimé très clairement J.-P. Chevènement à l'occasion des événements polonais : *« Nous devons poser nos mots, en sachant ce qui est en jeu. C'est un certain équilibre du monde que nous avons toujours récusé. Sommes-nous prêts à payer au prix d'une guerre mondiale la transformation de cet équilibre ? Ou faut-il faire intervenir la dimension du temps ? La protestation de la conscience est une chose, mais quant au langage qu'on peut tenir, il faut savoir ce qu'on dit et où on va.*(2) »

Si la paix mondiale est à ce prix, qui n'accepterait que Jean-Pierre Chevènement impose le silence à la protestation de sa conscience ? Et, à lire la presse, on découvre qu'ils sont kyrielle, ceux qui, à gauche, réprimment leur élan et souffrent en un bruyant silence !

Mais combien plus convaincants ils seraient s'ils daignaient expliquer en quoi et à quel moment la paix mondiale s'est trouvée mise en question.

Car, que l'on sache, la direction de Solidarnosc, bien consciente des données internationales qui pèsent sur la Pologne, a toujours affirmé sa volonté de ne pas mettre en question l'appartenance de la Pologne au Pacte de Varsovie. Il ne semble donc pas que l'opposition du Kremlin au processus polonais ait eu pour motivation première la crainte d'un affaiblissement du camp socialiste face à l'Occident.

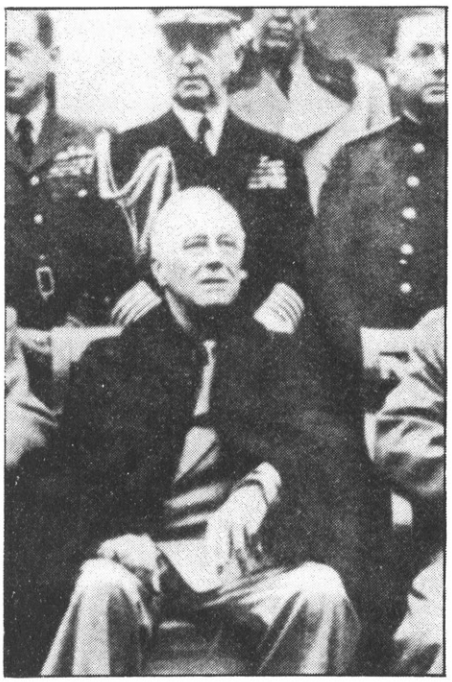
Un Occident qui, au demeurant, a toujours associé la menace permanente contre l'URSS, à travers son effort de surarmement, avec une totale absence de soutien au processus qui se développait en Pologne. Après la Hongrie et la Thécoslovaquie, un seul Polonais pouvait-il entretenir la moindre illusion sur une possible « aide » américaine en cas d'intervention soviétique ? Quant aux mesures de rétorsion prises par les Etats-Unis contre l'URSS, elles n'interviennent pas à n'importe quel moment ; elles sont mises en place après que l'état de guerre ait été décrété, alors que la normalisation est en cours : il s'agit de « sanctionner » ce qui est accompli et surtout de prévenir ce qui se préparait.

En l'occurrence, le maintien de la paix, si tant est que celle-ci ait été menacée, tient plus au fait que l'impérialisme ne considère en aucune façon une prétendue garantie donnée par le respect des accords de Yalta. Soyons sûrs que si, un jour donné, l'impérialisme intervenait dans le glacis soviétique, ce ne serait pas pour soutenir le peuple polonais, tchécoslovaque ou autre, mais bien pour s'attaquer à l'URSS, restaurer le capitalisme dans ces pays ; la « défense de la liberté des peuples » pouvant alors constituer un prétexte possible, ce qui n'obligerait personne à prendre l'alibi pour la raison vraie.

En fait, aussi bien les analyses qui considèrent que les accords de Yalta n'ont pas été respectés par l'URSS et sont, de ce fait, caducs, que celles qui expliquent que ces accords sont toujours une réalité incontournable, bien qu'opposées, ont ceci de commun qu'elles escamotent la nature même du compromis de Yalta.

S'arrêtant à la surface des choses, elles réduisent ces accords à une espèce ce traité international de partage du monde. Ce qui renvoie bien à une réalité, à laquelle ont pu se laisser prendre un certain temps Staline et Roosevelt eux-mêmes, qui est celle du marchandage cynique auquel se sont livrés les « trois grands » sur le dos des peuples. Mais s'arrêter là, c'est ne pas rendre compte du paradoxe qui est au cœur même de Yalta : le fait que l'URSS s'y soit comportée comme n'importe quelle grande puissance impérialiste et ait pu être traitée comme telle par ses partenaires occidentaux. C'est ce qui a permis ce grand marchandage qui, avec ses développements ultérieurs, la « guerre froide », l'assimilation structurelle des pays de l'Est... a façonné le monde tel qu'il est aujourd'hui.

Or, seule la prise en compte de ce fait, qui a permis que le compromis se réalise, malgré l'antagonisme fondamental de systèmes sociaux irréconciliables, peut permettre d'appréhender la nature même de ces accords. Elle permet, en effet, de comprendre que ce qui constitue le ciment de Yalta, ce n'est certes pas la volonté de préserver la paix, mais un intérêt mutuel au-delà des antagonismes de systèmes sociaux opposés. Cet intérêt commun étant de faire obstacle à la révolution.



(2) cf. « le Monde », 25/12/1981

Les Yougoslaves occupent Trieste

« Truman réagit avec vivacité, massa des troupes, adressa à Belgrade une mise en demeure en bonne et due forme, tout en faisant savoir confidentiellement à Churchill qu'il ne prendrait en aucun cas l'initiative contre les Yougoslaves. Ceux-ci cédèrent, le 9 juin, sous la pression du Kremlin, et un accord fut signé instituant deux zones d'occupation, la ville de Trieste restant aux mains des Anglo-Saxons. Staline protesta contre le ton " dédaigneux, comminatoire, inadmissible " employé par Londres et Washington à l'égard de Belgrade. Churchill lui répondit en rappelant les termes de leur accord de Moscou sur la répartition des zones d'influence avec une telle brutalité que les Russes ont jugé bon de faire disparaître ce document de la correspondance secrète des Grands qu'ils ont éditée en 1959. »

André Fontaine
(« Histoire de la guerre froide »)

Sur la Grèce

« Staline, en tout cas — Churchill est le premier à le reconnaître —, a respecté, au moins pendant un certain temps, l'engagement pris en ce qui concerne la Grèce. C'est-a-dire qu'il laissa massacrer par les Anglais, sans lever le petit doigt, les maquisards de l'ELAS qui conduits par les communistes hellènes, s'étaient assurés après la retraite allemande le contrôle de la quasi-totalité du pays. »

André Fontaine
(« Histoire de la guerre froide »)

Des accords tournés contre la révolution

En 1945, pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, l'impérieux besoin de s'appuyer sur l'URSS pour contrebalancer la puissance militaire de l'Allemangne nazie ne s'épuise pas avec la défaite de celle-ci: Non seulement les Alliés occidentaux feront pression sur Moscou pour que l'URSS s'implique dans la guerre avec le Japon, mais surtout, et plus fondamentalement, ils estiment, à juste titre, qu'ils ne pourront pas, avec leurs seules forces, imposer leur ordre au monde né de la guerre et faire barrage à la révolution montante.

C'est pourquoi le problème de Yalta n'est pas seulement celui d'un partage des dépouilles entre vainqueurs. Ce fut un aspect important, par rapport auquel l'avancée des armées constituait un atout déterminant, mais qui ne fut pris en compte qu'en fonction d'une préoccupation beaucoup plus fondamentale : celle de savoir quelles seraient les transformations sociales opérées dans le cadre des bouleversements de la fin de la guerre, et avec quelle force le mouvement de résistance au fascisme se transformerait en poussée révolutionnaire.

La réponse était aveuglante dans le cas de la Yougoslavie et de la Grèce où la guerre de résistance était une guerre révolutionnaire. Mais la question se posait pour l'Italie et la France, pour les pays de l'Est, pour l'Allemagne elle-même. En un mot : pour toute l'Europe, qui pouvait voir déferler une nouvelle vague révolutionnaire qui, à la mesure des affrontements qui venaient d'avoir lieu et des souffrances endurées, pouvait submerger le vieux continent et le faire basculer.

Or, les dirigeants impérialistes avaient depuis longtemps compris que la bureaucratie du Kremlin n'était pas prête, elle non plus, à laisser se développer ces révolutions qui, laissés à leur propre dynamique, ne pouvaient que déstabiliser son propre pouvoir en URSS même.

Dans la logique contre-révolutionnaire du « socialisme dans un seul pays », qui avait déjà donné des preuves éclatantes de sa redoutable efficacité contre-révolutionnaire avec la politique des fronts populaires en Espagne et en France en 1936, le Kremlin était évidemment prêt à se comporter en allié, conflictuel, mais sûr, des puissances impérialistes pour faire face à cette vague révolutionnaire. Staline n'avait-il pas prononcé la dissolution officielle de la III[e] Internationale dès 1943 ?

Staline, auréolé aux yeux du prolétariat international eu prestige de l'URSS victorieuse du nazisme, était, pour l'impérialisme, un allié puissant et... indispensable ! Ce qui méritait compensations.

Toutes les savantes exégèses des accords « officiels » de Yalta ne sauraient escamoter que, de part et d'autre, tout fut organisé de telle sorte que la révolution se trouva effectivement refoulée et que le statu quo, mutuellement aménagé, devint le nouvel ordre mondial.

D'un côté, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie se retrouvèrent sous hégémonie soviétique et leur rupture avec le capitalisme se fit non pas comme conséquence d'une victoire révolutionnaire des masses, mais par assimilation structurelle à l'URSS et au moyen de mobilisations populaires bureaucratiquement contrôlées.

De l'autre côté, la révolution grecque fut noyée dans le sang, et la Grèce, au même titre que la France et l'Italie, demeurèrent dans le giron capitaliste et atlantiste. Staline ne levant pas le petit doigt pour venir en aide aux partisans grecs ordonnant même à Tito de fermer la frontière à laquelle ils s'adossaient, tandis qu'en France les ministres communistes participaient activement, dans le cadre du gouvernement d'union nationale de De Gaulle, à la reconstruction de l'Etat bourgeois et au relèvement de l'économie capitaliste.

Seule la Yougoslavie, puis la Chine firent échec à ce partage. Ce qui n'alla pas, comme on sait, sans contradictions ultérieures dans leurs rapports avec l'URSS.

Quant au partage de l'Allemagne, il scella cette coupure de l'Europe en deux, au nom d'une commune volonté des Occidentaux et du Kremlin d'étouffer les potentialités révolutionnaires du prolétariat allemand et de paralyser durablement la révolution socialiste européenne.

Cette alliance monstrueuse de Yalta, qui ne peut être que conflictuelle, perdure à travers les soubresauts et les disputes. Sa force de résistance est directement fonction de la volonté des deux partenaires principaux de ne pas se gêner mutuellement dans leur œuvre de maintien de l'ordre international, ordre bourgeois

à l'Ouest, ordre bureaucratique à l'Est, mais ordre contre-révolutionnaire dans l'un et l'autre cas.

Equilibre qui est sans cesse à redéfinir dans la mesure où chacun des deux complices est bien décidé, dans ce cadre même, à infliger à l'autre tous les points que les circonstances lui permettent de marquer. Dans la mesure où l'impérialisme ne peut accepter comme un fait intangible l'existence de l'URSS et du camp socialiste. Surarmement atomique, chantage aux fournitures de biens alimentaires et technologiques, occupations militaires de pays limitrophes font partie de la panoplie de ce jeu avec le destin de l'humanité et la liberté des peuples.

Un jeu que seule une révolution socialiste victorieuse pourrait venir véritablement bouleverser.

L'enjeu de la révolution polonaise

Et tel est bien l'enjeu de la révolution polonaise. La marche à un socialisme authentique, fondé sur le pouvoir des conseils ouvriers, était celle que la classe ouvrière polonaise avait entamée. L'épanouissement de cette révolution signifiait l'ébranlement total du système bureaucratique dans l'ensemble des pays de l'Est et en URSS même. L'appel de Solidarnosc aux travailleurs des autres pays dits socialistes, les invitant à imiter leur exemple, a sans aucun doute plus pesé dans l'esprit des bureaucrates du Kremlin que les soucis de la paix mondiale : il signifiait une menace mortelle pour elle. Parce que, parradoxalement, c'était une parole neuve dans cette partie du monde : celle du socialisme et de l'internationalisme prolétarien.

La réponse est venue : celle des chars, de la terreur bureaucratique et de la contre-révolution. Avec, en écho, la lamentation des directions officielles du mouvement ouvrier européen : « C'est une affaire strictement polonaise »...

Quant à la bourgeoisie occidentale, qui clame son soutien indéfectible au peuple polonais, à présent qu'elle se croit assurée que la révolution polonaise est définitivement étranglée, ses larmes de crocodile puent la pourriture. Ce dont elle se félicite c'est de ne pas avoir à faire le sale travail de ses propres mains. A ses yeux, la normalisation en Pologne, c'est l'ordre contre-révolutionnaire rétabli, c'est l'URSS un peu plus affaiblie, c'est le champ libre pour obtenir paiement des dettes, à commencer par les intérêts des 27 milliards de dollars prêtés à la bureaucratie et que les travailleurs polonais, remis au travail, vont devoir payer de leur sueur et de leur liberté.

Et on nous dit : « Bon gré, mal gré, préservons Yalta ! »

Sinistre plaisanterie ! Yalta ce n'est pas autre chose que cet accord fondamental entre l'impérialisme et la bureaucratie qui permet aux Jaruzelsky et Brejnev de faire en toute tranquillité leur sale besogne, tandis que Reagan et Duarte font le leur, de leur côté, non moins tranquillement, au Salvador.

Quant à la menace de guerre dont on nous rebat les oreilles, ce ne sont pas les normalisateurs de Varsovie et de Gdansk qui en éloignent le danger. Leurs agissements fournissent aujourd'hui son meilleur prétexte à l'impérialisme pour aggraver ses interventions en Amérique centrale, pour poursuivre et accroître sa politique de surarmement.

Et, face à cette menace toujours plus terrifiante, la bureaucratie stalinienne, pour défendre ses privilèges et son pouvoir, mine les bases mêmes des états ouvriers. En démembrant la planification socialiste, par les accords avec l'Ouest pour tenter de compenser la gabegie bureaucratique, par sa politique dite de « libéralisation économique ». Plus gravement encore : en affaiblissant dramatiquement ce qui constitue la seule force véritable qui peut défendre les acquis que représentent ces Etats : la classe ouvrière elle-même. En discréditant le socialisme aux yeux de l'humanité entière et, par là, en affaiblissant ce qui constitue le principal soutien que ces Etats pourront trouver en cas d'agression impérialiste : la solidarité militante des travailleurs du monde entier.

« Nous sommes toujours dans l'ère de Yalta. N'en sortons pas précipitamment sous peine de provoquer un cataclysme » nous disent les apôtres de l'ordre mondial conjointement défendu par l'impérialisme et la bureaucratie soviétique. Or, c'est cet ordre lui-même qui nous conduit inéluctablement au cataclysme.

C'est l'honneur de la classe ouvrière polonaise de témoigner, devant les travailleurs du monde entier, que seule la révolution socialiste peut éviter ce destin à l'humanité.

■

Hongrie Tchécoslovaquie Pologne : LA CONTINUITE STALINIENNE DU PCF

P. H. NATANSON

DECIDEMENT, pour la direction et l'appareil du PCF, l'année 1981 restera marquée d'une pierre noire. Et plus précisément deux dates, qui ont signifié un nouveau point d'inflexion dans le développement de la crise du parti : le 10 mai et le 13 décembre. L'élection de François Mitterrand (avec comme corollaire la chute à 15 % du score de Marchais) et le coup de force des bureaucrates polonais. Jamais, au moins depuis 1968 (la grève générale, puis l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie) ou 1956 (vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, plus XX[e] Congrès du PCUS et écrasement de la révolution hongroise), on n'a vu une telle conjonction entre les événements internationaux et les échéances nationales peser sur le parti.

Mais l'ampleur de la crise qui le frappe aujourd'hui est sans commune mesure avec les chocs de 1956 et 1968. A cette égard, les membres fondateurs de *Rencontres communistes-Hebdo* ont raison d'expliquer que la direction est en train de *« créer un état de choses où la disparition du PCF en tant que force politique marquante deviendrait une hypothèse crédible »*. Et dans cette évolution, l'affaire polonaise pèsera de tout son poids.

1956-1968-1981

De nombreux militants et cadres du parti ont été réellement surpris des positions prises par la direction après le coup de force du 13 décembre en Pologne. Pour eux, l'alignement inconditionnel derrière Jaruzelski et ses mentors du Kremlin marque une sorte de retour en arrière, de régression par rapport aux positions prises ces dernières années sur les « bavures » du « socialisme réel ». Et tous de se référer plus ou moins ouvertement à la condamnation que le bureau politique avait portée, sur proposition de Waldeck Rochet, à l'encontre de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie le 21 août en Tchécoslovaquie, pour mettre un coup d'arrêt définitif au « printemps de Prague ».

Pourtant, quand on réétudie aujourd'hui, à la lumière de la Pologne, les prises de position réelles prises par la direction du PCF lors des principales crises qui ont secoué les dictatures bureaucratiques, on se rend compte de l'extraordinaire continuité d'analyse qu'elles reflètent.

En 1956, la direction du PCF montrait déjà quelle était la limite à ne pas franchir dans la diversité des voies d'accès au socialisme pour les pays du glacis : *« [Les forces hostiles au socialisme] ont pensé pouvoir, dans la confusion, faire oublier aux travailleurs que la thèse juste sur la diversité des voies d'accès au socialisme ne signifie pas l'abandon des principes de base du marxisme-léninisme. En d'autres termes, une chose est la construction du socialisme en tenant le plus compte des particularités nationales, et autre chose est de prendre le chemin qui tourne le dos à la construction du socialisme »*, écrivait Marcel Servin dans *l'Humanité* du 25 octobre 1956. Quinze jours plus tard, le PCF approuvait l'intervention : *« Après deux semaines de confusion politique, la cause du socialisme triomphe en Hongrie... »*, déclarait le bureau politique et *l'Humanité* titrait, après l'écrasement du prolétariat insurgé : *« Budapest recommence à sourire à travers les blessures. »*

Dans *la Nouvelle Critique*, Biard expliquait que le PC hongrois, qui avait commis des erreurs et était sur la défensive, avait dû faire appel à la solidarité soviétique pour éviter la guerre civile et *« sauver la paix »*. Des arguments qui vont resurgir vingt-six ans plus tard. Mais, entretemps, il y a eu la Tchécoslovaquie.

Les militants du PCF, avons-nous dit, ont surtout retenu la « condamnation », puis la « réprobation » portée sur l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie. Ils se souviennent moins comment la même direction du Parti communiste approuva ensuite la « normalisation » et au nom de quels arguments.

Dans une brochure diffusée massivement au mois d'octobre 1968, le PCF expliquait les limites de sa condamnation : *« Ayant fait connaître aux partis intéressés notre opposition à toute intervention militaire de l'extérieur, nous avons exprimé notre opinion lorsque le 21 août, cette intervention a été déclenchée sans l'accord du Parti communiste et du gouvernement de Tchécoslovaquie. En même temps, nous avons ap-*

pelé à déjouer les tentatives des ennemis du socialisme pour mettre à profit la situation ainsi créée afin de développer l'antisoviétisme.

« Au lendemain des entretiens soviéto-tchécoslovaques de Moscou (23-26 août), nous avons enregistré comme un fait positif qu'un accord soit intervenu. Nous souhaitons que les clauses de cet accord soient appliquées de part et d'autre et que cela permette le retour à une situation normale. La position de principe qui, à chaque étape de ces événements douloureux, a été celle du PCF est une position de classe, conforme aux règles qui doivent régir les rapports entre partis frères, conforme à l'internationalisme prolétarien. »

Dans son rapport introductif au XIX[e] Congrès du PCF de l'automne 1970, Georges Marchais expliquait bien ces limites : *« Notre parti a exprimé en toute franchise son désaccord avec l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Il a, par la suite, manifesté sa compréhension aux efforts entrepris pour trouver une solution politique à la crise survenue, comme il l'avait préconisé depuis le début. »*

La fameuse brochure d'octobre 1968 éclaire l'absence de contradiction entre la condamnation de 1968 de l'intervention « extérieure » et l'approbation, en 1981, du coup de force « purement polonais » mené par Jaruzelski : *« [Notre] position de classe qui implique la lutte pour défendre le socialisme dans les pays où il a été instauré contre les entreprises de réaction intérieure et l'impérialisme étranger. A cet égard, on se souvient qu'en 1956, nous avons approuvé l'aide militaire de l'URSS à la Hongrie, quelles qu'aient été à l'époque les passions déchaînées par la propagande adverse.*

« Mais, en août 1968, la situation en Tchécoslovaquie était absolument différente de celle de la Hongrie. Certes, des forces hostiles au socialisme se manifestaient et leur activité n'était pas suffisamment combattue sur le plan politique et idéologique. Le comité central de notre parti l'avait fait observer dès avril 1968, tout en saluant les mesures prises par les communistes tchécoslovaques en vue de corriger les erreurs du passé et de développer la démocratie socialiste. Cependant, ces faiblesses ne permettaient pas de penser que la menace d'un coup de force contre-révolutionnaire pesait sur le socialisme en Tchécoslovaquie. Nous avions raison d'estimer qu'il revenait au Parti communiste tchécoslovaque de faire face victorieusement aux actiiités antisocialistes, avec le soutien idéologique et politique des autres pays socialistes et de tous les partis frères. »

Sincèrement, qui peut dire que le fond de l'argumentation sur la Pologne aujourd'hui est bien différent ? Le problème que le PCF a dû affronter en 1968, c'est qu'il n'y a pas eu de Jaruzelski tchèque. Pour le reste, au mot près (sauf la « démocratie socialiste » qui est aujourd'hui le « renouveau socialiste »), c'est la même approche.

Et ce n'est pas un hasard. Car à chacune de ces crises, le mouvement des masses a remis en cause, dans les pays du « socialisme réel », ce qui est le noyau de la dégénérescence stalinienne et qui reste un élément essentiel de l'identité politique et historique d'un parti comme le Parti communiste français. Le stalinisme est l'expression politique des intérêts d'une couche sociale, la bureaucratie, acharnée à défendre ses privilèges. Ceux-ci sont directement liés à l'usurpation et au monopole du pouvoir qu'elle exerce dans l'Etat ouvrier au nom de, mais en réalité contre, la classe ouvrière, et au maintien d'un certain statu quo qu'avec l'environnement capitaliste et impérialiste.

Le noyau théorique de la dégénérescence stalinienne

Pour justifier et légitimer le processus de dégénérescence qui a abouti à une totale perversion des formes politiques de la dictature du prolétariat, le stalinisme a ouvertement révisé la tradition marxiste révolutionnaire, celle de Marx, Lénine et des premières années de l'Etat ouvrier soviétique et de l'Internationale communiste, sur ce qu'est l'Etat ouvrier et la transition au socialisme.

1. La première révision s'inscrit dans le droit fil de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Pour Marx et Lénine, le stade du socialisme ne pouvait pas être atteint sans un développement des forces productives qualitativement supérieur à celui atteint dans les pays capitalistes avancés (d'où ils en tiraient également comme corollaire qu'avec la division internationale du travail existant, il ne pouvait pas y avoir de socialisme autrement qu'à l'échelle internationale). Il en découlait donc la nécessité d'une période de transition, après l'instauration de la dictature du prolétariat, au cours de laquelle l'économie centralement planifiée ne fonctionnerait plus selon la norme capitaliste du profit et de l'accumulation capitaliste, mais où subsisteraient des « normes bourgeoises » en matière de rémunération du travail salarié et de la répartition des biens de consommation.

Or, c'est en 1936 que la bureaucratie stalinienne introduit dans la nouvelle Constitution de l'URSS que le socialisme est déjà réalisé, tout en renvoyant aux calendes grecques l'instauration du communisme. Et le dernier congrès du PCUS, qui s'est tenu il y a un an, a confirmé ce double postulat : la *« phase supérieure du socialisme est déjà réalisée »*. Par contre, le communisme est repoussé à un horizon historique indéterminé et imprévisible...

2. Cette révision sur le socialisme a couvert et introduit une autre révision, la liquidation juridique de la dictature du prolétariat : on a décrété en 1936 que, en URSS, le socialisme ayant déjà été atteint, l'Etat devenait *« l'Etat du peuple entier »*. On liquide le système électoral soviétique fondé sur des collèges par classes et les

(Dessin de PLANTU.)

Dictature du prolétariat : notre conception

Les différences fondamentales entre réformistes et marxistes-révolutionnaires sur la question clé du pouvoir d'Etat sont les suivantes :

1. Les marxistes-révolutionnaires comprennent clairement la *nature de classe* de tous les Etats et de l'appareil d'Etat en tant qu'instrument pour maintenir le pouvoir de classe.

2. Les réformistes défendent l'illusion que la « démocratie » ou les « institutions d'Etat démocratiques » se situent au-dessus des classes et de la lutte de classes.

3. Les marxistes-révolutionnaires comprennent clairement que l'appareil d'Etat et les institutions d'Etat des Etats bourgeois, même les plus démocratiques, servent à maintenir le pouvoir et la domination de la classe capitaliste et ne peuvent servir d'instrument pour renverser cette domination et pour transférer le pouvoir de la classe bourgeoise à la classe ouvrière.

4. Les marxistes-révolutionnaires comprennent clairement qu'il faut déduire de cette analyse que la conquête du pouvoir par le prolétariat exige la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, avant tout de l'appareil de répression de la bourgeoisie.

5. Les marxistes-révolutionnaires en déduisent également que la classe ouvrière ne peut exercer le pouvoir d'Etat que dans le cadre d'institutions étatiques d'un type différent de celui de l'Etat bourgeois, à savoir d'institutions fondées sur des conseils des travailleurs (soviets), souverains et démocratiquement élus et centralisés, avec leurs caractéristiques fondamentales, telles que Lénine les a précisées dans *l'Etat et la Révolution* : élection de tous les fonctionnaires, juges, dirigeants de milices ouvrières (ou ouvrières et paysannes) et de tous les délégués représentant les travailleurs dans les institutions d'Etat ; rotation régulière des élus ; limitation de leurs revenus à celui d'un ouvrier qualifié ; révocabilité de tous les élus au gré des électeurs ; exercice conjoint de pouvoirs législatifs et exécutifs par des institutions de type soviétique ; réduction radicale du nombre de fonctionnaires permanents et transfert croissant des fonctions administratives à des organes directement constitués par les travailleurs.

Cela signifie, en d'autres mots, une croissance qualitative de la démocratie directe, à l'opposé de la democratie indirecte et répresentative. Comme l'a dit Lénine, l'Etat ouvrier est le premier Etat dans l'histoire humaine qui défend le gouvernement de la majorité de la population contre des minorités d'exploiteurs et d'oppresseurs : « *Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ces tâches ; et plus les fonctions du pouvoir sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire.* (Lénine : OEuvres, tome 25, p. 454)» La dictature du prolétariat n'est donc rien d'autre que la démocratie ouvrière. C'est dans ce sens que la dictature du prolétariat commence à dépérir presque dès sa naissance.

Le concept de dictature du prolétariat, qui résume toutes ces caractéristiques, constitue un élément fondamental de la théorie marxiste de l'Etat, de la révolution prolétarienne et du processus de construction d'une société sans classes. Le mot « dictature » a un sens concret dans ce contexte. Il s'agit du mécanisme pour désarmer et exproprier la classe bourgeoise et pour permettre l'exercice du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière ; d'un mécanisme pour empêcher tout rétablissement de la propiété privée des moyens de production et toute réintroduction de l'exploitation de travailleurs salariés par des capitalistes. Mais ce concept ne peut d'aucune manière s'identifier avec un pouvoir dictatorial exercé sur la grande majorité du peuple. Le Congrès de fondation de l'Internationale communiste affirma explicitement que : « *La dictature du prolétariat est l'écrasement, par la force, de la résistance des exploiteurs, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population : les propriétaires fonciers et les capitalistes. Il s'ensuit encore que la dictature du prolétariat entraine inévitablement non seulement une modification des formes et des institutions démocratiques en général, mais encore une modification telle qu'elle aboutit à une extension, jusqu'alors inconnue, du principe démocratique en faveur des classes opprimées par le capitalisme, en faveur des classes laborieuses... une faculté rapide de profiter des droits et libertés démocratiques comme il n'y en a jamais eu, même d'approchants, dans les républiques bourgeoises les meilleures et les plus démocratiques.* (Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoisie et la dictature du prolétariat - Les quatre premiers congrès de l'IC. »)

Contre le révisionnisme programmatique maintenant avoué de nombreux partis communistes et formations centristes, la IV[e] Internationale défend ces conceptions classiques de Marx et de Lénine. Une société socialiste est impossible sans la propriété collective des moyens de production et du surproduit social, sans la planification de l'économie et sa gestion par la classe ouvrière dans son ensemble par des conseils de travailleurs démocratiquement centralisés, c'est-à-dire l'autogestion planifiée des travailleurs. Pareille socialisation est impossible sans l'expropiation économique et politique des capitalistes et l'exercice du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière.

(EXTRAIT DE « DEMOCRATIE SOCIALISTE ET DICTATURE DU PROLETARIAT »)

---

groupements de production au profit du « suffrage universel égal et direct ».

3. Troisième révision : puisque l'Etat devient l'Etat du peuple tout entier, que les classes se sont dissoutes dans la nation, il ne peut plus y avoir qu'un seul parti politique. Cela part également de la fiction policière stalinienne selon laquelle, dans l'histoire, chaque classe était représentée par un parti et que, réciproquement, chaque parti représentait une seule classe.

Et c'est ainsi que la Constitution de 1936 introduit la notion de parti dirigeant : *« Les citoyens les plus actifs et les plus conscients* [c'est-à-dire ceux qui sont reconnus comme tels par les autorités, explique Trotsky commentant cet article] *de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le Parti communiste (...) qui constitue le moyen dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, tant sociales que de l'Etat. »*

Désormais, la dictature du prolétariat, ou ce qu'il en reste, est identifiée à la dictature du parti agissant *« au nom de la classe ouvrière »*.

4. Corollaire de l'équation stalinienne une classe = un parti : tout regroupement, plate-forme ou tendance d'opposition au sein du parti dirigeant ne peut être que le reflet d'un point de vue de classe extérieur au prolétariat, voire de l'impérialisme, et est donc interdit. La suspension provisoire du droit de fraction lors du X^e Congrès du PCUS en 1920 devient une norme historique.

5. Mais cela ne suffit pas. *« Le parti gouvernant de l'URSS est devenu la machine politique d'une bureaucratie, exerçant un monopole, qui a quelque chose à perdre, mais n'a plus rien à conquérir. (Trotsky) »* Pour justifier ce monopole, elle développe une autre révision : la remise en cause formelle de la théorie du dépérissement de l'Etat, développée par Marx dans ses écrits sur la Commune de Paris, par Lénine dans *l'Etat et la Révolution*, et contenue dans les deux premières constitutions soviétiques, celles de 1918 et 1919. C'est la fameuse théorie sur *« l'approfondissement des luttes de classes »*, au cours du processus de construction du socialisme, où l'on explique que des dizaines d'années après la suppression de la propriété des moyens de production, le capitalisme pourrait être restauré, pour peu que soit remis en cause le rôle dirigeant du parti, seul dépositaire du monopole de la science marxiste et de la juste compréhension des intérêts historiques du prolétariat « au nom » duquel il exerce son pouvoir.

6. Enfin, pour achever de dresser le tableau, la dernière révision est l'abandon de l'internationalisme prolétarien pour une politique internationale de défense de la bureaucratie en place. C'est la recherche du statu quo avec les puissances impérialistes. (A cet égard, le pacte Laval-Staline de 1934 ou, après un renversement d'alliance, le pacte germano-soviétique de 1939 ne sont après tout que les ancêtres directs de Yalta.) C'est le soutien aux « bourgeoisies nationales » des pays coloniaux et semi-coloniaux au détriment des intérêts des masses ouvrières et paysannes, la remise en cause des conceptions de Lénine sur le droit des peuples à l'autodétermination (l'Afghanistan ne constituant que le dernier exemple en date), ou l'adaptation des PC aux institutions de l'Etat bourgeois (fronts populaires). La boucle est bouclée. La dictature du prolétariat est révisée par les deux bouts, que ce soit la démocratie socialiste et le dépérissement de l'Etat ouvrier, ou la définition de classe de l'Etat et la nécessité de détruire l'Etat bourgeois, comme préalable à la construction du socialisme.

Certes, depuis les années trente, un certain nombre de choses ont évolué. La direction du PCF a reconnu (avec retard) que tout n'était pas faux dans le fameux « rapport attribué à Khrouchtchev » au XX^e Congrès de 1956. A plusieurs reprises, elle a marqué ses distances avec « certaines erreurs », certains « manquements à la légalité socialiste » en URSS et dans les pays de l'Est. Mais cela ressemble fort à la formule du pâté d'alouette : un cheval, une alouette. Que pèse la poignée de main de Juquin à Pliouchtch face à l'approbation de la « normalisation » en Tchécoslovaquie ? Que pèse le soutien apporté à Andrei Sakharov face à l'appui donné à l'intervention soviétique en Afghanistan et au coup de force de Jaruzelski contre dix millions de travailleurs polonais ?

Fondateur de *Rencontres communistes-Hebdo*, Heddy Kenig expliquait récemment à propos de la Pologne : *« La position de la direction du PCF exprime ce que représente dans l'identité du parti l'attachement à l'URSS et l'intériorisation presque consubstantielle du modèle soviétique. »* Oui, il y a une continuité directe entre les positions du PCF sur la Pologne et le fait d'expliquer *« que le socialisme existe réellement »* dans les pays de l'Est, que son *« bilan est globalement positif »*, que la défense de ce socialisme s'identifie à la défense du parti unique lorsque son monopole est remis en cause, qu'il faut respecter la division du monde en camps, telle qu'elle est née de Yalta, et que toute évolution des pays de l'Est ne peut se faire qu'en terme de « démocratisation », c'est-à-dire en fait d'aménagement, d'autoréforme et de libéralisation de la dictature bureaucratique.

Mais il y a également un lien direct entre les positions du PCF sur la Pologne et ses propres spécificités d'appareil, ses méthodes et ses traditions comme la formation de son encadrement. Que l'on songe au parallèle que l'on peut établir entre ce que représente dans les pays de l'Est le « rôle dirigeant du parti » et l'affirmation par le PCF qu'il est le « seul parti révolutionnaire », « le seul parti de la classe ouvrière ». Au parallèle aussi entre la sujétion, dans les pays du « socialisme réel » de toutes les « organisations sociales » au « parti dirigeant » et la volonté que développe en France le PCF de réduire les organisations de masse qu'il contrôle, notamment syndicales, à de pures et simples « courroies de transmission ». Que l'on songe enfin au centralisme bureaucratique qui règle les débats politi-

Hongrie 1956

ques, le système de cooptation des directions au travers de commissions de candidatures soigneusement désignées d'en haut, ou la falsification — ne serait-ce que par omission — de l'actualité dans la presse du PCF...

Quelle évolution ?

Il n'y aura sans doute pas d'évolution linéaire, après les événements de Pologne, du PCF et même de sa direction.

La nouvelle période de montée révolutionnaire initiée en Europe en 1968-69 et la nouvelle phase de crise du stalinisme qui rebondit à une échelle sans précédent avec le mouvement des travailleurs polonais a accentué les lignes de fracture nationales entre les divers PC. La prise de distance opérée par le PCI et le PCE après le coup de force en Pologne a débouché sur une remise en cause sans précédent par les directions de ces partis du modèle du « socialisme réel » qu'elles accusent d'avoir épuisé toute sa dynamique historique.

La résurgence au sein du PC espagnol, à côté de courants « rénovateurs » qui s'adaptent de plus en plus ouvertement à la social-démocratie, de courants « afghans » qui combinent la référence au « camp socialiste » et la critique partielle de l'acceptation de l'austérité capitaliste par la direction Carrillo atteste de ces contradictions.

En France, il suffit de voir les oscillations suivies depuis quinze ans par la direction pour s'en rendre compte.

— Passée la condamnation de l'intervention en Tchécoslovaquie, le PCF s'est de nouveau aligné, entre 1969 et 1971, partiellement sur les positions de l'URSS comme l'a attesté son approbation de la normalisation, son rôle dans la conférence internationale des PC en 1969, ou ses positions en flèche dans la critique du maoïsme.

— A partir de 1972 et de la formation de l'Union de la gauche, la direction du PCF a utilisé « l'eurocommunisme » pour accréditer ses thèses gradualistes et électoralistes.

— Après 1977 et la rupture de l'Union de la gauche, la dénonciation verbale de la social-démocratie est allée de pair avec une défense cynique des positions staliniennes classiques. Sans que cela signifie une plus grande subordination à l'encontre du Kremlin, mais parce que cette référence au « camp socialiste » a servi de contre-poids à son isolement national pour assurer la cohésion interne de son noyau militant et surtout de son appareil.

Mais le repoussoir que constitue pour les masses travailleuses le « socialisme réel », ce qui est la principale manifestation de la crise internationale du stalinisme, rend de plus en plus contradictoire le maintien de la cohésion de cet appareil, et la possibilité d'une « remontée d'influence » dont dépend d'ailleurs aussi sa survie physique et matérielle. Cette crise est exacerbée en France par la participation du PCF à un gouvernement membre de l'Alliance atlantique, ainsi que par la réaction de masse, dans la classe ouvrière, qu'a suscité le coup de force du 13 décembre.

Plus que jamais, la direction du PCF est durablement prise en tenaille entre la nécessité de maintenir ses liens avec la classe ouvrière (ne serait-ce qu'à cause des échéances futures de la lutte des classes en France qui risquent de remettre en cause le statu quo) et de ne pas rompre ses attaches à la bureaucratie soviétique.

Il est vraisemblable que, malgré les normalisations internes qu'elle tentera dans le parti et les organisations qu'elle contrôle, elle ne sera pas en mesure d'empêcher durablement l'approfondissement de son déclin et de sa crise.

■

Bibliographie

Marx : « la Guerre civile en France »
Marx-Engels : « Critique du Programme de Gotha et d'Erfürt »
Lénine : « l'Etat et la Révolution »
Collectifs : textes des quatre Constitutions soviétiques in G. Desolre : « les Quatre Constitutions soviétiques »
Trotsky : « la Révolution trahie »
IV^e Internationale : « le Programme de transition »
IV^e Internationale : « Démocratie socialiste et Dictature du prolétariat »

LE PS ET LA CFDT FACE A LA REVOLUTION POLONAISE

MICHEL THOMAS

L'ATTITUDE d'une organisation se réclamant de la classe ouvrière vis-à-vis de la Pologne doit se juger aux actions de solidarité qu'elle impulse, comme au langage qu'elle tient aux travailleurs qui l'écoutent, sur l'activité des ouvriers polonais.

La première réaction d'un responsable socialiste, celle de Cheysson le lendemain du coup de Jaruzelsky, a fait scandale. Rappelons-là : *« Notons que c'est une affaire interne polonaise. Nous désirons beaucoup que les affaires polonaises soient traitées entre Polonais. Nous ne voyons aucune trace pour le moment de menace d'intervention extérieure et nous nous en félicitons. »*

Cheysson a parlé franc

Pourtant, la réaction à chaud du ministre des Affaires extérieures a exprimé la position profonde de la direction socialiste. Cela est confirmé par les interventions successives de Mauroy à l'Assemblée. Il déclarait le 16 décembre : *« Quelle que soit l'ampleur de notre protestation, il nous faut porter sur la situation une appréciation honnête et constater que les événements actuels demeurent, pour l'instant, dans le cadre national polonais. Nous entendons qu'ils y demeurent. »* Et, le 23 décembre, tout en reconnaissant que l'action de l'URSS ne pouvait rester absente de tous ce qui se passe dans les pays de l'Est, et donc en Pologne, Mauroy s'évertuait encore à affirmer qu'il existe *« une différence sensible entre l'oppression actuelle à caractère national et une intervention étrangère plus massive, plus directe »*. Son souci restait d'éviter *« toute déclaration irresponsable susceptible de faire naître, chez nous comme ailleurs, des espérances illusoires et peut-être dramatiques »*. Ainsi, quand il quittait le terrain diplomatique, le Premier ministre s'attachait à décourager la résistance des ouvriers polonais !

Dans son message de Nouvel An, et tout en faisant mine de prendre de la hauteur, Mitterrand tirait un trait sur Solidarité et les acquis du mouvement ouvrier polonais sans même les citer : *« Tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon, à condition de ne jamais confondre le désir que nous en avons avec la réalité d'aujourd'hui. »*

Voilà qui remet à sa place la position « en flèche » du PS français au sein de l'Internationale socialiste. Les dirigeants socialistes non membres du gouvernement ont certes tenu un langage plus « engagé ». Ils l'ont fait sous la pression de l'opinion populaire, et en considérant les profits qu'ils pourraient tirer de l'alignement du PCF sur Moscou.

Les porte-parole du PS n'ont jamais mis l'accent sur la force et la dynamique du mouvement ouvrier en Pologne, sur la potentialité d'un socialisme où les travailleurs exercent véritablement le pouvoir. Eux qui prônent l'autogestion dans leurs motions de congrès se sont bien gardés de parler du mouvement pour l'autogestion ouvrière et le contrôle social. Ils se sont prudemment tenus sur le terrain du respect des libertés syndicales, se limitant à une dénonciation verbale des isonnements et de l'état de guerre. Il se situent dans la perspective d'une démocratisation à long terme des Etats ouvriers dégénérés, d'un assouplissement de leurs régimes internes.

Si le PS a tu la réalité de la renaissance du muvement ouvrier en Pologne, la montée d'une révolution authentiquement ouvrière contre la bureaucratie usurpatrice, c'est qu'il la redoute.

Parce qu'il craint la même activité des travailleurs en France même, qui mettrait en cause sa politique de compromis avec les patrons et de gestion de la société capitaliste.

Parce qu'il se situe dans le cadre de la défense du statu quo international, tout en saisissant l'occasion polonaise pour légitimer ses liens avec l'impérialisme américain et l'Alliance atlantique. Il trouve, dans ces événements, argument pour casser le mouvement contre l'installation en Europe des fusées Pershing.

Enfin, parce qu'il s'indentifie lui-même à la démocratie bourgeoise, dont il se présente comme le plus solide rempart contre la démocratie ouvrière.

Le débat public s'est instauré entre dirigeants du PS, suite aux événements de Pologne. Mais loin de porter sur la signi-

fication de la montée du mouvement ouvrier polonais et de la solidarité ouvrière internationale contre la répression bureaucratique, il se concentre exclusivement sur le meilleur moyen de faire payer la note au PCF, tout en préservant les conditions d'une collaboration gouvernementale avec ce parti.

La CFDT et Solidarité

Au contraire du PS, la CFDT s'est engagée positivement dans la défense de Solidarité contre la répression. Elle a mobilisé toutes les forces dans cette défense, entraînant avec elle la FEN, FO, la CFTC et la CGC. Elle a invité la CGT à rejoindre ce combat. Mais cette solidarité active s'est limitée au terrain de la lutte contre la répression, sans poser le problème du contenu de la lutte engagée par les travailleurs polonais.

Les dirigeants de la confédération n'ont cessé, avant comme après le 13 décembre, d'identifier Solidarité à la politique de la CFDT. Au-delà des mots, qui parfois peuvent être communs aux deux organisations, la différence de pratique doit être mise en lumière.

Solidarité est toujours restée inébranlable sur les revendications ouvrières. Solidarité est née d'une épreuve de force victorieuse face à la bureaucratie, lors des grèves de l'été 1980 à Gdansk. Sous les coups de la répression, aucun des dirigeants n'a capitulé, malgré les pressions exercées par l'épiscopat polonais sur Walesa pour qu'il « assouplisse » sa position et « négocie » avec le pouvoir. Cette intransigeance constitue un exemple pour le mouvement ouvrier international. Elles s'oppose radicalement à l'attitude de la direction CFDT, dans les luttes de classes en France et ses rapports avec le pouvoir, celui du PS aujourd'hui comme celui de Giscard hier.

Si la direction CFDT affirme une identité commune avec l'expression de bon nombre de dirigeants de Solidarité, elle s'est montrée singulièrement discrète — sinon totalement muette — sur le mouvement pour l'autogestion ouvrière en Pologne. C'est que l'autogestion ouvrière telle qu'elle s'est développée est l'exact opposé de la société contractuelle que Maire baptise « autogestion ».

Solidarité s'appuyait sur la mobilisation sociale des travailleurs et en était largement l'expression. La CFDT se prétend volontiers l'expression de ce mouvement social en France. Elle le réduit d'ailleurs à la liberté et l'initiative du mouvement syndical de négocier et contracter avec les employeurs et les pouvoirs en place. Présenter l'action de Solidarité comme l'ébauche d'une société contractuelle (où tout se négocie à tous les niveaux entre « partenaires sociaux »), c'est travestir l'activité de la classe ouvrière polonaise et sa dynamique jusqu'au 13 décembre.

Depuis la création de Solidarité, la direction CFDT a tenté de l'utiliser à des fins quelque peu boutiquières. La visite de Walesa en France était l'occasion d'un soutien unitaire du mouvement ouvrier qui aurait dû se concrétiser, comme ce fut le cas en Italie, par des meetings intersyndicaux. Mais, tout comme FO, la CFDT a préféré tenter de s'approprier le prestige de Solidarité, plutôt que de se battre pour de tels meetings unitaires. La meilleure défense de Solidarité eût pourtant été d'en faire l'œuvre commune de tout le mouvement ouvrier, dans toutes ses composantes. C'était aussi apporter l'aide la plus précieuse aux militants qui, dans la CGT, exigeaient la publication des revendications des grévistes de Gdansk dans la *Vie ouvrière*, au moment où Séguy recevait officiellement les représentants des syndicats « officiels », c'est-à-dire de la bureaucratie polonaise.

Syndicalisme a donné, dans son numéro du 7 janvier 1982, l'interprétation suivante de la politique de Solidarité et des enjeux de la lutte des travailleurs polonais : *« Grâce à un solide rapport de forces, dû en particulier à l'appui de plusieurs forces sociales et au rôle de l'Eglise, Solidarité occupe seul le terrain social. La recherche de solutions négociées et de compromis avec l'Etat procède de cette démarche efficace qui associe un mouvement dont l'unité est la caractéristique dominante, une stratégie de conquête de droits et d'espaces de liberté dans une société largement bloquée. »* Soulignant l'effondrement du POUP et l'affaiblissement rapide du pouvoir d'Etat, *Syndicalisme* poursuit : *« Dans ce contexte, Solidarité se trouve en face d'un problème stratégique considérable. La question du pouvoir doit-elle être posée ? Lors du congrès de septembre dernier, plusieurs délégués poussent dans ce sens. Mais le syndicat doit tenir compte de la position géopolitique de la Pologne. Il est prêt à prendre ses responsabilités, préconise le développement de l'autogestion, mais refuse de s'engager dans une voie aux conséquences incalculables. »*

Syndicalisme prend ici position dans un débat qui a traversé Solidarité, lors de son congrès mais beaucoup plus largement et massivement dans les mois qui ont suivi. Ce débat n'était pas une simple opposition de stratégies : c'est l'incapacité de la bureaucratie à assurer la satisfaction minimum des besoins et services sociaux qui a contraint le mouvement ouvrier à prendre en charge ces tâches, avec les méthodes de la démocratie ouvrière. Accroché à la politique de négociation des espaces de liberté, *Syndicalisme* ignore cette dynamique objective de la situation, qui posait effectivement la question du pouvoir. Il fait silence sur la volonté de la base ouvrière dans les usines *« d'aller de l'avant »*, comme le rapporte Kowalewski, dirigeant de Solidarité à Lodz. Pour le moins, *Syndicalisme* aurait pu s'interroger sur la validité d'une stratégie qui a conduit aux hésitations devant le premier coup de force de Jaruzelski contre l'école des pompiers. Beaucoup parlaient de constituer des gardes ouvrières, dans les semaines qui ont précédé le 13 décembre. Si elles avait été constituées à une large échelle, la milice et l'armée auraient-elles pu si facilement désarticuler Solidarité ? La bureaucratie aurait-elle pu tenter le coup ? Ces questions, *Syndicalisme* ne les pose pas. L'organe de la CFDT préfère tenir pour une contrainte incontournable ce qu'il appelle *« tenir compte de la position géopolitique de la Pologne »*.

Hors camps ?

Ainsi, bien que sensiblement différente de celle du PS, l'attitude de la CFDT la rejoint sur le fond dans le refus d'envisager la possibilité d'une révolution ouvrière à l'Est. Voilà qui réduit à une rodomontade les propos de Chérèque : *« Nous ne nous laisserons pas prendre au piège du chantage entre la guerre nucléaire ou le statu quo. Nous ne voulons pas choisir entre l'impérialisme américain ou l'hégémonisme soviétique, c'est un faux dilemme. »* (*Syndicalisme* du 31 décembre 1981).

L'exigence formulée d'un boycott économique des pays de l'Est n'est pas neutre. Affirmer que certains milieux économiques s'y opposent ne suffit pas à lui donner une coloration anticapitaliste, quand la bourgeoisie inernationale n'a jamais abandonné l'espoir de regagner les marchés perdus, quand elle réarme aujourd'hui massivement, derrière son chef de file Reagan.

Quand la direction de la CFDT affirme choisir le camp de la démocratie contre le totalitarisme, elle se situe, qu'on le veuille ou non, en défense d'un camp : celui de la démocratie occidentale, et particulièrement des systèmes impérialistes européens. Il est significatif que les propositions de la CFDT en matière de réformes économiques et sociales se définissent comme des garanties contre une déviation totalitaire du mouvement ouvrier et du socialisme. Là réside la justification profonde du projet CFDT de contractualisation généralisée des rapports sociaux. Projet qui suppose la pérénité de la classe bourgeoise et de son système économique, et vide de son contenu la référence au socialisme autogestionnaire. Entrenant le soupçon — si ce n'est la conviction — du totalitarisme latent et inévitable dans la démarche de la classe ouvrière pour se constituer en classe dominante, la direction CFDT nie toute issue réellement socialiste à la lutte des classes.

L'indépendance du mouvement syndical à l'égard des camps est pourtant possible : elle suppose une politique d'indépendance de la classe ouvrière par rapport aux intérêts de la bourgeoisie impérialiste et de la bureaucratie, une indépendance qui est la condition et la promesse de l'avenir socialiste de l'humanité.

■

Dossier

Vers son 39eme Congrès

LA CFDT DANS L'APRES 10 MAI

C'EST à Metz que se tiendra le 39e Congrès confédéral de la CFDT, du 25 au 29 mai prochains. Trois ans après celui de Brest, qui officialisa le « recentrage », ce congrès se tient peu après celui de la FEN et juste avant celui de la CGT : trois congrès de grandes organisations ouvrières, dont l'importance est évidente dans la situation politique nouvelle. Comment se détermine la CFDT dans l'après-10 mai, et comment se présentent les enjeux de ce congrès, tel est l'objet de cet article.

La CFDT et le 10 mai

Au soir du 10 mai 1981, la commission exécutive de la CFDT s'affichait, sur le podium dressé place de La Bastille, devant des milliers de Parisiens venus exprimer leur joie et leur enthousiasme. Depuis, la CFDT est souvent apparue comme un syndicat lié au gouvernement. Dès le soir du 10 mai, la commission exécutive confédérale déclarait que le succès était celui *« de la gauche socialiste et démocratique »*. Déjà, elle affirmait que *« pour changer vraiment, il faut du temps »*, et prenait des positions « minimalistes » en matière revendicative. Très vite, des dirigeants confédéraux en vue échangèrent leur tenue de syndicaliste contre celle de conseiller à l'Elysée, ou de chargé de mission dans les ministères.

L'identification de la CFDT à un syndicat gouvernemental provoqua un réel malaise et Maire dut se livrer à un « coup de colère » contre le gouvernement, éclat public qui n'avait d'autre but que de rassurer les militants sur la préservation de l'indépendance de leur confédération.

Pourtant, l'appréciation politique portée par la direction CFDT sur le 10 mai et la nouvelle période ouverte se révèle beaucoup plus modulée, plus réservée quant à ce que les travailleurs doivent en attendre. La confédération note qu'il s'agit d'une victoire malgré la division du mouvement ouvrier, mais aussi grâce à cette division : elle suggère ainsi que l'opposition exacerbée entre le PC et la social-démocratie a constitué un facteur de victoire, et elle justifie surtout son refus de s'engager dans la bataille pour l'unité de tout le mouvement ouvrier pour chasser Giscard.

La direction CFDT souligne aussi que le 10 mai est intervenu dans un contexte d'absence de « mobilisation sociale », avec le risque, qu'elle souligne, que l'action étatique, par en haut, ne favorise une dynamique niant le « mouvement social », c'est-à-dire la capacité de proposer et de contracter du mouvement syndical.

Enfin et surtout, les rapports de la confédération pour le 39e Congrès mettent en garde contre un double danger : l'intégration du mouvement ouvrier, ou sa radicalisation minoritaire. Intégration, c'est-à-dire confiance et attente passive des décisions de l'Etat. Radicalisation comprise comme réaction de déception devant l'échec inévitable de cette attente. Ayant elle-même placé ces deux « écueils » qu'elle affirme procéder d'une même attitude négative, la confédération présente évidemment sa ligne comme le meilleur moyen de réussir le changement.

Quand Maire annonçait l'échec à l'élection présidentielle...

« Quels que soient les candidats ou le candidat de la gauche, ce sera l'échec aux élections présidentielles (...) Je dirais même, s'il y avait un président de gauche élu dans ces conditions, ce serait l'échec en raison de l'absence de dynamique, de perspective politique d'union, de confiance du peuple.

« (...) Le souci premier de la CFDT n'est pas de participer aux batailles de la gauche pour savoir celui qui sera battu par Giscard en 1981 (...) Il est tout à fait clair que les élections de 1981 n'auront pas pour nous l'importance des élections présidentielles de 1974 et encore moins des élections législatives de 1978. »

Cette déclaration fut publiée le 6 décembre 1979 au « Républicain lorrain ». Elle a été résumée par la presse de la façon suivante : « Maire : c'est foutu ».

Cette attitude, qui prend en compte le changement politique tout en le relativisant nettement, n'est pas nouvelle.

Ce fut celle de la CFDT depuis 1978. Le recentrage, également nommé resyndicalisation, fut présenté comme la juste émancipation du mouvement syndical de la tutelle des stratégies de partis, centrées sur la conquête du pouvoir politique. Le fameux *« la*

Dossier

gauche, c'est foutu » d'Edmond Maire en décembre 1979 exprimait parfaitement cette politique de défaitisme militant.

C'est seulement en janvier 1981 que la CFDT, par la voix de son conseil national, appelle à battre Giscard : « *Le bilan du septennat est accusateur pour le pouvoir et la droite : il faut le sanctionner.* » Une déclaration antérieure sur l'élection présidentielle, en octobre 1980, se contentait d'énumérer les propositions que la CFDT présenterait aux candidats !

Appelant sur le tard à « sanctionner » le président sortant, la confédération s'est refusée jusqu'au bout à prendre en charge le nécessaire combat pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour chasser Giscard. Le conseil national repoussait la proposition de la fédération banques, favorable au vote, dès le premier tour, pour le candidat ouvrier de son choix, et au deuxième tour pour le candidat de gauche le mieux placé. La direction CFDT a manifesté son désaccord avec le mouvement Union dans les luttes, qui se battait pour contraindre le PC et le PS à s'engager au désistement mutuel pour le deuxième tour. Si Marchais était arrivé devant Mitterrand, la CFDT aurait-elle appelé à s'abstenir le 10 mai ? Telle était la véritable question, non formulée. C'est seulement au soir du premier tour, devant le score de Mitterrand et le recul de Marchais, que la CFDT s'est engagée à fond.

Les rapports pour le 39e Congrès le reconnaissent : la CFDT n'avait pas prévu la victoire politique du 10 mai. En réalité, la confédération n'avait pas voulu comprendre que les travailleurs voulaient chasser Giscard et qu'ils ont utilisé le bulletin de vote pour imposer une unité dont les directions du mouvement ouvrier, CFDT comprise, ne voulaient pas. Elle avait d'autant moins vu venir le 10 mai que son véritable problème était la gestion de la crise, que le gouvernement soit de gauche ou de droite.

Poursuite de la même politique

Surprise, certes, mais préparée. C'est ce qu'écrit Alexandre Bilous, rédacteur en chef de *CFDT aujourd'hui*, dans le revue confédérale : « *La CFDT était, finalement, bien préparée pour affronter la période qui s'est ouverte le 10 mai au soir. L'orientation qu'elle avait définie lors de son congrès de Brest peut prendre aujourd'hui toute sa signification et réaliser toutes ses potentialités.* »

En effet, la vraie question, pour la direction confédérale, était et demeure la crise, et surtout l'attitude du mouvement ouvrier face à cette crise. Crise décrite à la fois comme crise économique, crise des rapports sociaux, des mœurs, de la culture, et même crise du syndicalisme. Mais avant tout crise universelle, non du système capitaliste, mais d'un certain type de développement, le productivisme, dont les potentialités se sont épuisées tant à l'Est qu'à l'Ouest.

Dès septembre 1977, quand l'Union de la gauche éclatait, la CFDT expliquait la rupture par le refus du PCF de se placer en situation de responsabilité gouvernementale dans une situation de crise et d'inévitable austérité.

Amorcé dès janvier 1978 (avec le « rapport Moreau »), le recentrage se veut une réponse à la crise et non une retraite conjoncturelle provoquée par l'absence de débouché politique.

Les éléments mis en œuvre aujourd'hui par la CFDT ont été élaborés depuis trois ans, et pour certains depuis l'adoption de la plate-forme confédérale de juin 1977.

Le beurre ou l'argent du beurre

« La solidarité, c'est d'abord ne pas vouloir à la fois *" le beurre et l'argent du beurre "*. On ne peut avoir plus de temps libre et plus de revenus monétaires. C'est tromper les Français que de le prétendre. Mais la conclusion est alors immédiate : c'est la priorité accordée à une remise en ordre des revenus et des salaires. Plutôt que de réclamer d'abord la compensation intégrale des réductions d'horaires, il serait plus responsable, de part et d'autre, d'engager immédiatement une négociation sur les « bas salaires » qui eux, bien sûr, doivent voir s'accroître leur pouvoir d'achat.

Jean Auroux, ministre du Travail dans « le Monde » du 14/1/1982

« Il est souvent impossible d'assurer à la fois une importante réduction du temps de travail avec la création d'emploi correspondante et une compensation intégrale du pouvoir d'achat. »

Edmond Maire, dans « Syndicalisme » du 3 décembre 1981

Le parallélisme est frappant dans les décisions de Maire : sitôt passées les législatives de 1978, il inaugure la « politique des perrons » et se précipite à Matignon. Il ressort satisfait de chez Barre, avec un gros paquet de promesses... de procédures. A l'approche de l'élection présidentielle de 1981, c'est encore et essentiellement des procédures de négociation que la CFDT exige des candidats.

Maire innovait en demandant à Giscard une augmentation par étape du SMIC. A Mitterrand, il demande une programmation de cette augmentation et se félicite d'avoir suggéré à Mauroy l'objectif des trente-cinq heures... en 1985. Amorcée sous Giscard, la

lutte contre les inégalités par l'augmentation paritaire des bas salaires se développe, depuis le 10 mai, en dénonciation virulente des « corporatismes » au sein du salariat.

La signature du protocole du 17 juillet dernier sur la réduction du temps de travail fait suite à la négociation Giraudet, à l'acceptation de discuter sur le terrain du patronat qui exigeait de lier réduction et aménagement du temps de travail, et à un article retentissant de Maire, dès août 1977, dans lequel le secrétaire général de la CFDT acceptait sous certaines conditions la non-compensation intégrale du salaire. L'un des principaux objectifs proclamés pour le 39e Congrès est précisément de faire accepter le non-maintien intégral du salaire, consécutif à la réduction du temps de travail. Le 38e Congrès avait, malgré la direction, maintenu l'exigence de la réduction du temps de travail sans réduction de salaire. Un vote que la direction a tenu pour nul et non avenu.

Inauguré par Maire dès le lancement du recentrage, le thème de la négociation, du tissu de négociation, de la société contractuelle, peut désormais s'épanouir. Une revendication majeure de la CFDT est aujourd'hui l'obligation légale faite aux patrons de négocier, au moins une fois l'an.

La CFDT rejetait hier la centralisation et l'unification des luttes contre les plans Barre, car c'était mettre le doigt dans une dynamique de recours et de confrontation avec le gouvernement en place et donc, affirmait-elle, placer à nouveau le mouvement social sous la dépendance des stratégies de partis. Après le 10 mai, la CFDT refuse d'affronter le « parti de l'entreprise » et d'obliger PS et PC, élus pour que ça change, à en faire autant. Au contraire, la seule loi que demande vraiment Maire est celle qui institue la négociation et le contrat comme règle fondamentale des rapports entre « partenaires sociaux ».

la cogestion à l'ordre du jour

Innovation introduite en 1977 dans sa plate-forme confédérale, les conseils d'atelier et de service étaient présentés comme des organes de gestion par les travailleurs du secteur nationalisé, et non comme des organes de mobilisation et de contrôle. Cette conception cogestionnaire est réaffirmée aujourd'hui. Le 8 janvier 1982, le bureau national demande aux confédérations de *« négocier la mise en place de conseils d'atelier dans les sociétés et leurs filiales dès la promulgation de la loi de nationalisation »*. Il affirme que ces conseils *« ont une fonction de gestion, c'est-à-dire de décision effective dans le cadre des contrats qu'ils signent avec la direction dans des domaines précis touchant à l'activité de l'atelier, du service ou de l'unité de production. (...) C'est le contrat que les conseils passent avec la direction de l'entreprise ou de l'établissement qui fixe le champ d'intervention du conseil et par là même le type de responsabilité autogestionnaire qu'auront réellement les travailleurs concernés »*.

Cet aspect de la politique confédérale est déterminant : il s'agit de placer les travailleurs en situation de « responsabilité » pour les mettre devant la « réalité » économique (une réalité économique qui demeure capitaliste) et de les amener à l'assumer. *« Dans cogestion, il y a gestion »*, remarquait autrefois Maire lors d'un débat avec Ceyrac, dans les colonnes de *l'Expansion*. Pour la direction CFDT, l'autogestion se réduit à cette pédagogie destinée à rendre les travailleurs conscients de la crise, de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas, dans le système actuel. Nous sommes aux antipodes du mouvement de l'autogestion et du contrôle social, tel que Solidarnosc l'a développé en Pologne !

La CFDT a présenté de façon élogieuse le plan intérimaire de deux ans élaboré sous l'autorité de Rocard et avec le concours d'Hubert Prévôt, animateur jusqu'à il y a peu de la commission économique confédérale : *« En fait, la CFDT se retrouve tout à fait dans l'affirmation des grandes orientations de ce plan (...) et, globalement, elle n'a pas de critique fondamentale à apporter sur le fond* [in *Syndicalisme* du 29 octobre 1981]*). »*

Ainsi, la CFDT, organisation syndicale, s'exprime comme un ministre du Plan (ou à l'occasion comme un ministre des Finances) : Michel Rolant s'est félicité, dans *Syndicalisme*, de la dévaluation opérée par Delors et des mesures qui l'ont accompagnée, notamment les contreparties exigées par le patronat allemand à la réévaluation conjointe du Mark et qui portent essentiellement sur la mise en place d'une politique des revenus.

Les fondements de ce discours ont été creusés avant le 10 mai, lors du débat du conseil national sur la politique économique de la CFDT. A cette occasion, la CFDT a reconnu pleinement les mécanismes essentiels du marché capitaliste, et ses conséquences. Citons le rapport présenté par Rolant à cette occasion : *« Les choix gouvernementaux et patronaux ne sont pas tous condamnables du point de vue économique : moderniser l'appareil de production et accroître sa compétitivité technique et commerciale, réduire la dépendance pétrolière, aider à la création de capacités françaises dans les secteurs très importateurs, connaître et diffuser les technologies d'avenir grâce auxquelles les Américains et les Japonais cherchent à assurer leur domination sur l'économie mondiale. Ces objectifs atteints peuvent créer les bases d'indépendance économique nationale, de résistance à la concurrence et même d'augmentation de l'emploi. »* Voilà le programme auquel on invite les travailleurs à s'associer, dans les comités d'atelier ou de service, version confédérale !

Systématisée en janvier 1981, cette politique n'est pas radicalement nouvelle : c'est elle qui a présidé aux contre-propositions de la FGM-CFDT en matière de politique industrielle, lors des grandes luttes contre les licenciements massifs dans la sidérurgie. Chérèque défendait des « bonnes restructurations » contre les mauvaises. Le bilan se compte en dizaines de milliers de licenciements, et la confédération est singulièrement muette sur ce sujet, comme sur bien d'autres, dans le bilan de sa propre activité depuis trois ans.

Le thème de la crise du syndicalisme a, ces dernières années, permis à la direction confédérale de préci-

Dossier

ser le type d'organisation qu'elle entend promouvoir. Maire a présenté un rapport éloquent à cet égard, valorisant un syndicalisme prenant en charge les aspirations individuelles des travailleurs, assurant des services multiples à l'adhérent, soulignant les acquis du syndicalisme nordique en ce domaine.

Depuis 1978, la CFDT a redéfini la conception de l'unité d'action. Elle rejette tout cadre d'alliance systématique, particulièrement au niveau confédéral. Elle se déclare partisane de l'unité d'action sans préalable idéologique.

Mais pourquoi sur les seuls objectifs que se donne la CFDT, et non pas aussi sur ceux que se donnent les travailleurs eux-mêmes dans les luttes ? Suffit-il de défendre des objectifs que l'on présente comme seuls susceptibles de réunifier le salariat pour être effectivement unitaire ?

Par-delà leurs divergences, la CFDT et la CGT mettent en œuvre une référence commune au socialisme. Elles bénéficient de la confiance majoritaire de la classe ouvrière, et leur unité est un facteur essentiel d'entraînement de l'action. Pourquoi taire cette réalité ?

Enfin, la confédération a systématisé la thèse du pluralisme syndical comme synonyme de la démocratie. Elle demeure fondamentalement hostile à l'unité organique du mouvement syndical. Les thèmes de l'identité et de la spécificité CFDT, de sa continuité et de ses racines historiques, ont été célébrés et diffusés dans l'appareil ces dernières années. La direction confédérale mise sur une recomposition du mouvement ouvrier français autour de la CFDT, en exploitant à son profit le recul historique du PCF et de la CGT. Toute recomposition du mouvement ouvrier traversant l'ensemble du mouvement syndical lui apparaît au mieux insolite, au pire dangereux. Elle n'a rien fait pour encourager l'opposition surgie dans la CGT sur la Pologne, et se contente d'enregistrer avec circonspection son existence comme un fait « important », dans les documents du 39e Congrès. Là encore, nous sommes aux antipodes de la démarche unitaire et démocratique qui a présidé à la naissance et au développement de Solidarnosc en Pologne.

La confédération tire le bilan des trois années écoulées à partir des priorités qu'elle s'était données au congrès de Brest : priorité aux bas salaires, réduction du temps de travail, contrats collectifs. Elle évite de tirer un bilan à partir des développements objectifs de la lutte de classes, des points marqués par la bourgeoisie ou par les travailleurs.

Résister à « l'unitarisme »

« Nous devons refuser de reconstruire une unité d'action avec la CGT sur les bases antérieures au motif que la division de la gauche est levée ou, pire encore, de reconstruire une unité d'action qui aurait en fin de compte pour but d'imposer aux partis de gauche de retrouver l'union (...) Certes, cette attitude d'union en nostalgie avec un front syndicalo-politique de gauche peut faire appel à un certain sentimentalisme. L'écho de l'Union dans les luttes en témoigne. Mais il faut savoir résister à cette "unitarisme" »

Extrait d'un texte du BN-CFDT préparatoire au conseil national de mai 1981

Le bilan depuis Brest

Abordant le bilan sous l'angle de sa propre ligne, la direction confédérale indique qu'elle ne le tirera pas *« en termes très quantitatifs »*, mais du point de vue de l'impact de son action sur les comportements des travailleurs. Concernant la réduction du temps de travail, question la plus vivement controversée dans la CFDT, elle est amenée à reconnaître que sa démarche *« n'a pas été l'œuvre de toutes les organisations de la CFDT et a abouti à des incompréhensions mêlées parfois de désaccords politiques de fond. Le fait ensuite que la confédération ait manifesté tout au long des négociations sa volonté d'aboutir à un accord a été ressenti dans l'organisation, notamment durant la consultation, comme l'acceptation possible de sa part de n'importe quel accord. »* Il s'agit de la consultation engagée en juillet dernier auprès des fédérations et régions sur la signature du protocole d'accord avec le CNPF, et qui s'est révélée tellement négative que la confédération n'en a jamais publié les résultats.

Pour réduire malgré tout le protocole, la direction CFDT avance deux piètres arguments : *« Sans ce protocole, les négociations de branche n'auraient pas pu s'ouvrir, le réveil des travailleurs et leur participation directe au processus de réduction du temps de travail ne se serait pas produit. Au total, le Parlement aurait tranché seul, avec de faibles chances de créer des emplois. »* On croit réver : des accords de branche sont rarissismes, la FGM a elle-même refusé de signer. S'il y a bien eu un « réveil », qui a pesé sur la décision des fédérations, c'est bien le refus généralisé des militants et des travailleurs des secteurs concernés de souscrire aux conditions des patrons. Ce refus s'est traduit, dans les banques et aux caisses d'épargne, par des mobilisations extraordinairement massives !

Par ailleurs, le Parlement n'a pas *« tranché seul »* : le gouvernement lui a enlevé ce droit en recourant aux ordonnaces, afin de donner force de loi à un pro-

tocole d'accord que la CGT et la grande majorité des organisations CFDT refusaient de signer ! La confédération avance enfin sa dernière défense : *« Où en serions-nous si le patronat avait pu justifier son immobilisme d'un argument supplémentaire : l'attente d'une loi ? Après plusieurs années de refus de la discussion, il aurait à nouveau pu dégager sa responsabilité en attendant l'intervention du législateur. Et les travailleurs, eux aussi, n'auraient-ils eu comme solution que d'attendre ? ».* Le patronat a bien montré et dit qu'il redoutait une loi, favorable aux travailleurs. C'est une décision que pour les 35 heures sans contrepartie, que les travailleurs attendent du gouvernement. C'est pour cela qu'ils ont chassé Giscard. C'est pour cela qu'ils se mobiliseront en masse, quand ils penseront avoir assez attendu et que le gouvernement a trop tergiversé et cédé aux pressions patronales. La direction CFDT ne comprend pas plus ce que les travailleurs attendent du gouvernement — des actes au profit des travailleurs contre les exploiteurs — qu'elle n'a compris le mouvement d'unité qui a conduit au 10 mai.

Pour la confédération, le 10 mai n'est qu'une opportunité permettant d'avancer dans la mise en œuvre pratique du recentrage ; une opportunité qui rend plus crédible et plus immédiate la participation directe, institutionnelle, du mouvement syndical à la cogestion de la crise et de l'austérité. Les conditions lui paraissent plus favorables à la réalisation de la politique pour laquelle elle se battait sous Giscard. On comprend que sa première réaction le 10 mai ait été de mettre en garde contre les « surenchères » et son insistance depuis à dénoncer les « risques » de radicalisation de la classe ouvrière. De son propre point de vue, le bilan est négatif puisqu'elle n'est pas parvenue à modifier le comportement des travailleurs dans le sens de l'acceptation de la crise et de ses conséquences.

Rejet d'une issue socialiste à la crise

La CFDT s'est prononcée en 1970 pour le socialisme autogestionnaire, qui doit reposer sur trois pilliers : la socialisation des moyens de production et d'échange, la planification démocratique et l'autogestion. Le débat sur la rupture avec le capitalisme a été évacué au congrès d'Annecy en 1976, au profit d'une stratégie de modification interne des finalités du système économique. Dès lors, la construction du socialisme autogestionnaire a été présentée comme une tâche immédiate, quotidienne, à l'intérieur de la société capitaliste. Si les trois piliers du socialisme autogestionnaire demeurent une référence pour un avenir indéterminé, ils ne sont plus conçus comme le préalable, la condition du socialisme autogestionnaire.

Ce dernier est désormais présenté comme une option ouvrant une *« issue non capitaliste »* à la crise, parmi d'autres options possibles : l'option « libérale » telle qu'elle fut incarnée par Giscard et Barre, génératrice de tensions sociales et d'autoritarisme. Des options « autoritaires » fondées sur le dirigisme et le protectionnisme éconmique, génératrices de nationalisme et de xénophobie qui, précise la résolution soumise au 39e Congrès, *« se retrouvent dans différentes familles politiques »* (comprendre : !e PC et certains courants de la droite) Ainsi l'approche lutte de classe a disparu de l'analyse et des perspectives. La crise a dissout les frontières de classe, les stratégies de sortie de la crise traversent les différentes classes sociales.

Selon la confédération, frappé par la crise, le mouvement syndical se divise et hésite entre trois comportements : rentrer la tête dans les épaules en attendant le retour à l'expansion et au type de développement antérieur, ce qui est une manière de nier la portée générale de la crise et manifeste un attachement réactionnaire au « productivisme ». Aménager la crise pour sauver les meubles, sans perspectives de transformation de la société. Et enfin, à l'opposé de ces fausses alternatives érigées pour les besoins de la cause, le comportement CFDT, *« réaliste et ambitieux »* qui consiste à saisir les « chances » recélées par la crise elle-même pour modifier la société. Parmi ces différentes options et comportements, il est frappant de constater que la direction CFDT nie purement et simplement l'issue socialiste, le renversement du capitalisme. A son ancienne stratégie socialiste fondée sur l'appropriation collective des moyens de production et d'échange, elle a substitué ce qu'elle appelle une stratégie *« d'appropriation collective des pouvoirs »*, dans le cadre d'une société qui demeure capitaliste.

Quels acquis doivent disparaître ?

« S'il y a des acquis à conserver et généraliser, la protection sociale par exemple, il en est d'autres qui ne correspondent plus à la situation et qui doivent disparaître. Lesquels ? C'est la confrontation qui nous le dira. Il faut bien reconnaître que les inégalités existent entre les salariés eux-mêmes. Le syndicalisme faillira à sa mission s'il n'a pas le courage de prendre ce problème à bras le corps. »

Robert Bono, dans « Syndicalisme » du 14 janvier, présentant les axes de son rapport au conseil national de janvier.

Les déclarations de Maire sont à cet égard sans ambiguïté : *« Nous croyons qu'il n'est de l'intérêt de personne de vouloir mettre à genoux les deux millions d'employeurs qui existent dans la société française. La perspective dans laquelle est engagé notre pays n'est pas celle d'une suppression de l'initiative, de l'autonomie des entreprises... de l'autorité contrôlée des chefs d'entreprise. Elle est celle d'une régulation des conflits, inévitables, dans une dynamique de redressement qui est l'intérêt de tous* (interview à *la Croix*, septembre 1981). »

Il s'agit donc de sortir tous ensemble de la crise, patrons et salariés, grâce à la contractualisation générale des rapports économiques et sociaux, seul moyen de gérer les conflits et de préserver la démocratie.

Ce projet explicite de collaboration de classes exige la construction d'une *« société solidaire »* (expression introduite très récemment dans le vocabulaire of-

Dossier

ficiel de la CFDT, qui exprime la solidarité de tous les groupes sociaux devant la crise) : solidarité des catégories « protégées » du salariat avec celles qui le sont moins ou pas du tout, par un nouveau partage à l'intérieur de la classe ouvrière. Solidarité des groupes sociaux privilégiés par le développement des mécanismes de redistribution.

La CFDT et la réunification du salariat

Le thème de l'éclatement de la classe ouvrière est aujourd'hui très en vogue. Encore faudrait-il cerner la réalité du phénomène (les forces vives de la classe ouvrière n'ont pas été émiettées malgré le chômage massif) et sa signification : il est mystificateur de parler de deux classes ouvrières (l'une « protégée », l'autre précaire) dans la mesure où c'est la classe ouvrière dans son ensemble qui est attaquée. Les travailleurs « protégés » subissent directement la pression et le chantage patronal sur les garanties de salaires, les conditions de travail, les qualifications et l'emploi.

Le patronat cherche à multiplier et approfondir les divisions, jusque dans l'entreprise elle-même. L'introduction de nouvelles technologies lui en fournit le plus souvent l'occasion. Raison de plus pour lui opposer des solutions radicales, comme la baisse massive et généralisée du temps de travail, rendue possible par les gains prodigieux de productivité.

Mais la démarche CFDT n'est pas celle-là. Sous prétexte de réunifier une classe ouvrière « éclatée », elle entend accompagner la restructuration du salariat en l'aménageant. Elle a ainsi accepté le principe du travail à temps partiel s'il est réglementé (ce qui ouvre une brèche dans laquelle s'engouffre le patronat). Elle a renoncé à la suppression de l'interim, au nom d'un système de conventions collectives qu'elle revendique. Tout ceci au nom des « mutations nécessaires » que les patrons imposeront de toute façon, à leurs conditions, si le mouvement syndical n'y procède pas lui-même ! C'est là, en réalité, une démarche d'adaptation à la logique patronale.

La direction CFDT en vient à demander aux travailleurs « protégés » de sacrifier certains de leurs acquis en faveur des plus défavorisés. Elle part en guerre contre le « corporatisme » salarié. Mais le corporatisme consiste à refuser d'étendre ses propres avantages acquis à d'autres travailleurs. C'est l'inverse de ce que dénonce la confédération !

Elle demande par exemple aux fonctionnaires d'accepter une cotisation chômage. Les fonctionnaires devraient, selon elle, payer leur sécurité d'emploi, quand la vraie question et le vrai scandale sont ailleurs : on fait actuellement payer aux travailleurs, par les cotisations, le prix de leur propre chômage, et pas aux licencieurs.

La CFDT introduit la notion de besoin, comprise comme la volonté de chaque catégorie de maintenir les écarts avec celles qui se trouvent en dessous. C'est nier totalement l'exploitation et le fait que les salaires ouvriers les plus élevés (pas ceux du haut encadrement) ne se situent pas en dessus des besoins minimum d'aujourd'hui, que l'on peut mesurer objectivement. Dans son objectif de réduction de la hiérarchie des salaires de un à six, la CFDT mélange d'ailleurs deux questions : celle des rémunérations, celle de l'encadrement par des chefs dont les travailleurs supportent mal la domination et qui sont payés pour les faire marner. Seule l'organisation de la production et de la vie sociale autour d'autres finalités que le profit permettra de régler cette question.

La direction CFDT renverse tout bonnement la démarche syndicale classique : au lieu de s'appuyer sur les conquêtes les plus avancées pour les étendre et les généraliser, elle propose de les abandonner en échange de garanties au rabais pour les travailleurs non protégés. Mais l'expérience se retourne contre sa thèse. L'exemple de solidarité ouvrière qu'elle met le plus fréquemment en valeur, celui des nettoyeurs du métro, montre que la victoire a été acquise parce que les salariés de la RATP se sont battus pour étendre leurs garanties à ceux qui en étaient complètement démunis. C'est effectivement la voie à suivre.

La CFDT s'en prend aux inégalités au sein du salariat, mais refuse de s'en prendre aux possédants. Le tableau des patrimoines en France montre pourtant que ce que possède la majorité de la population ne va pas au-delà des moyens de subsistance, tandis qu'une étroite minorité accumule d'énormes richesses. Le tableau des prélèvements obligatoires montre que ceux opérés sur les salariés augmentent beaucoup plus vite que les cotisations patronales.

C'est là que Maire intervient pour affirmer qu'on ne sortira pas de la crise en mettant les profits bout à bout. Pense-t-il qu'on préservera la santé de l'économie nationale (la compétivité et les profits) en redistribuant entre les catégories ouvrières les mieux payées et celles qui le sont moins ? Il y a de quoi prendre aux capitalistes, sans d'ailleurs mettre en danger les investissements. Ceux-ci varient d'ailleurs en fonction des bénéfices escomptés, ce qui explique qu'une masse considérable de profits soit orientée vers la spéculation. Quant aux bénéfices déclarés effectivement faramineux, certaines industries, comme celles du pétrole, montrent qu'ils existent.

Rien ne montre mieux la conception idéologique de l'unité du salariat que cette citation du secrétaire général de la CFDT, extraite d'un article publié dans la revue *Faire*, en novembre 1979 : *« L'unité et la soli-*

Les deux tableaux reproduits ici sont extraits de « Note de conjoncture du CRES » n° 83 (62, boulevard Garibaldi 75015 Paris).

Le patrimoine des Français

Tranches de fortune (en centimes)	Répartition des patrimoines bruts des individus de 20 ans et plus en France en 1981 par tranches de fortune (en nombre de personnes et en pourcentage)	
	Nombres d'individus	Pourcentage de la population
18 millions et moins	25 030 900	68,38 %
18 à 36 millions	3 065 000	8,37 %
36 à 54 millions	1 760 000	4,81 %
54 à 72 millions	1 332 000	3,64 %
72 à 90 millions	1 292 000	3,53 %
90 à 108 millions	1 000 000	2,73 %
108 à 180 millions	1 250 000	3,42 %
180 à 250 millions	670 000	1,83 %
250 à 360 millions	630 000	1,72 %
360 à 540 millions	349 000	0,96 %
540 à 720 millions	110 000	0,30 %
720 à 1,08 milliard	70 300	0,19 %
1,08 à 1,60 milliard	26 900	0,07 %
1,60 à 3,20 milliards	15 300	0,04 %
3,20 à 6,40 milliards	2 800	0,008 %
Plus de 6,40 milliards	700	0,002 %
1 196 000 milliards	36 604 900	100,00 %

Source : « *The Size Distribution of Personal Wealth en France* » par Annie Fouquet et Dominique Strauss Kahn, étude publiée dans « *Faits et Chiffres 1981* » (à paraître).

Si mettre les profits bout à bout ne suffirait à réaliser le socialisme et sortir de la crise, il n'en reste pas moins que faire payer les riches constitue une exigence immédiate de justice, et une possibilité tout à fait concrète, comme le montre ce tableau.

L'évolution des prélèvements obligatoires

L'importance croissante des cotisations sociales (en %).

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982*
Part des cotisations sociales :										
— dans le P.I.B.	13,4	14,0	15,3	15,9	16,6	16,7	17,5	18,3	18,2	19,3
— dans la rémunération des salariés	30,3	30,5	31,9	32,8	33,6	34,0	35,5	36,3	35,8	37,5
dont : part des cotisations patronales	24,2	24,3	25,4	25,8	26,2	26,6	27,0	27,2	27,2	28,0
part des cotisations salariées	6,1	6,2	6,5	7,0	7,4	7,4	8,5	9,1	8,6	9,5

* En 1982, l'hypothèse sur laquelle repose le budget économique correspond à un équilibre des régimes de Sécurité Sociale, financés par cotisations dont l'accroissement a été par convention réparti en parts égales entre les employeurs et les salariés. Source : « *Direction de la Prévision* »

Comme on le voit, la part des cotisations salariées augmente beaucoup plus vite que celle des patrons ! C'est pourtant à ceux-ci que l'on consent des cadeaux en matière de charges sociales, pour qu'ils créent des emplois. Et la CFDT n'y trouve rien à redire !

darité de la classe ouvrière se construisent dans la lutte quand les travailleurs se retrouvent et se reconnaissent dans un irojet commun. D'une part, on ne peut vraiment unifier que sur la base d'un projet conscient de transformation du mode de vie, du type de consommation, des systèmes de garanties sociales. Mais, d'autre part, l'unité se fait autant dans la démarche que dans la similitude d'objectif. C'est seulement si l'on progresse dans cette unité de la démarche revendicative que l'on peut ensuite faire avancer la similitude d'objectif. »

Deux remarques :

— Si l'unité suppose un projet commun, l'on nie le pluralisme politique et idéologique dans le mouvement ouvrier et, dans ce cas, la proposition est absurde, ou l'objectif recherché impossible. A moins que l'on entende mettre fin à ce pluralisme, et que l'on pense en avoir les moyens.

— La CFDT a déjà mis en œuvre cette conception des « démarches convergentes » qu'elle oppose aux revendications unifiantes : lors de sa « campagne emploi », qui consistait à gagner un emploi par ici, deux par là, et qui a été menée surtout dans les colonnes de *Syndicalisme* et à travers les conférences de presse. Le résultat est tel que la confération évite d'en faire le bilan. Il existe pourtant : c'est l'abandon de la revendication des 35 heures pour tous et toutes.

Dossier

La direction CFDT rejette les revendications unifiantes car celles-ci remettent en cause les conditions de la domination du capital. C'est le cas d'un réel partage du travail, de la protection du pouvoir d'achat par l'échelle mobile des salaires, du veto ouvrier sur les licenciements, de l'embauche par les entreprises mères du personnel des entreprises sous-traitantes, de la suppression de l'interim, de l'embauche des temporaires, etc. Après le 10 mai, ces eixgences devraient s'imposer comme autant d'évidences. Certes, elles ne situent pas le syndicalisme comme « force de proposition » autour de la table de négociation. Mais la classe ouvrière ne peut s'unifier qu'en s'opposant au capital dans la lutte.

La CFDT, le gouvernement, l'Etat

Maire prétend au primat du social sur l'action gouvernementale. Il affirmait dans une interview récente à la revue *Dialectiques : « C'est la crise du syndicalisme, la crise de la politique qui fait qu'il est si difficile de rassembler les énergies, de susciter des mobilisations positives, qui aideraient d'ailleurs le pouvoir politique à tenir une ligne, un projet. »* Il s'agit d'articuler l'action d'en bas avec celle d'en haut.

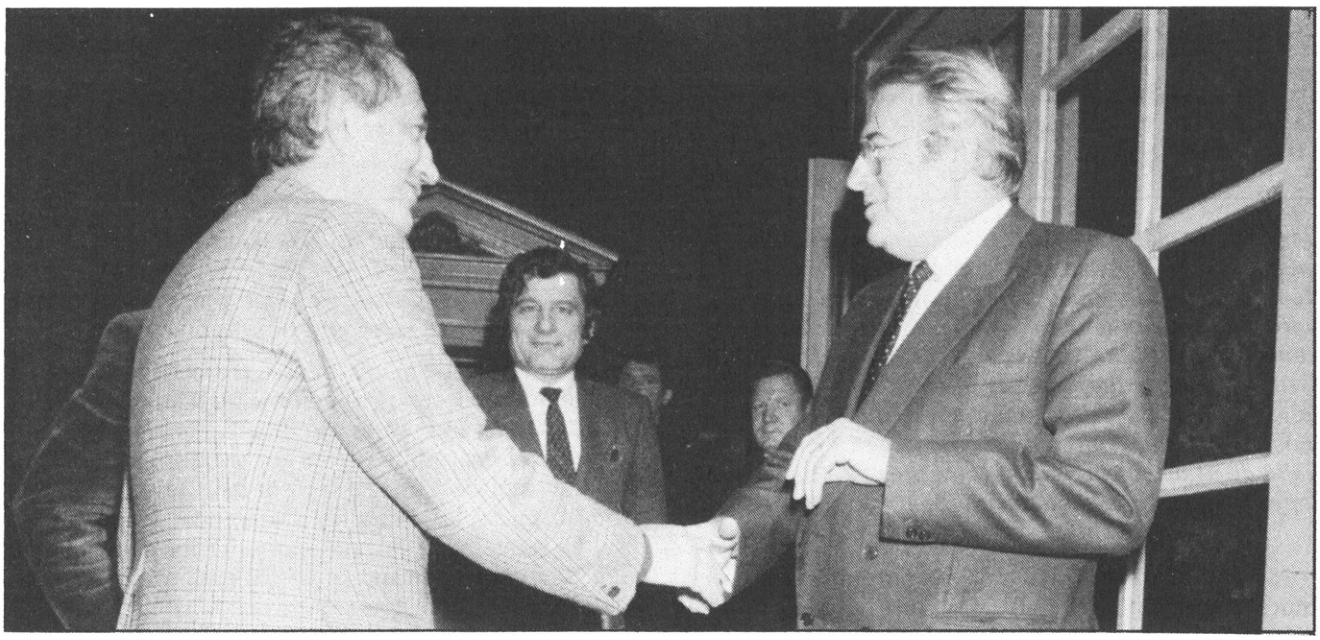
Ce projet s'accorde mal avec les protestations d'indépendance de la confédération. Il faut d'abord mettre en lumière l'accord stratégique fondamental qui existe entre la CFDT et le PS, accord qui repose sur la recherche d'un compromis durable entre le travail et le capital (compromis dont la définition était au centre du congrès socialiste de Valence). Pour les dirigeants socialistes, les travailleurs vivront en « économie mixte » (c'est-à-dire capitaliste) pendant des décennies avant de voir poindre le socialisme à l'horizon. Les désaccords qui peuvent surgir entre la CFDT et le gouvernement se situent dans ce cadre, extrêmement contraignant.

La CFDT, d'autre part, accepte pleinement les institutions de la V^{e} République et l'autorité de la fonction présidentielle.

Pratiquement, la confédération a accepté comme une donnée incontournable et impossible à contester la décision du gouvernement Mauroy de limiter à une heure la réduction du temps de travail. Elle a abandonné la lutte contre le programme nucléaire, même si elle maintient ses opinions. Est-ce là la souveraineté du syndicat, une souveraineté dont on affirme qu'elle n'a pas de frontières, mais qui s'arrête aux portes de Matignon et de l'Elysée ?

La prééminence du mouvement social dont parle Maire signifie en fait l'exigence suivante : la reconnaissance par l'Etat et le patronat du rôle politique et institutionnel du mouvement syndical comme acteur direct d'une politique de gestion de la crise et de l'austérité. L'ambition confédérale est de promouvoir le syndicalisme comme agent responsable pleinement reconnu et institué, de la régulation sociale.

Cette ambition vise également à résoudre la crise de l'Etat lui-même, la crise de « l'Etat providence », auquel Rosanvallon, théoricien de la CFDT, vient de consacrer un essai. La thèse de Rosanvallon, que l'on retrouve au fil des textes de la CFDT, détermine deux causes essentielles à la crise de l'« Etat providence » : la crise économique elle-même, qui, entraînant une



Le compromis post-social-démocrate de Rosanvallon

« D'une façon plus générale, on peut définir le compromis post-social-démocratie comme l'imbrication d'un triple compromis :
— Compromis avec le patronat, d'ordre socio-économique. Les conditions de la réduction et de l'aménagement du temps de travail en constituent le premier enjeu exemplaire. Dans le cas de la France, il est en outre important que ce compromis ait également une dimension keynésienne classique, dans la mesure où le déficit des procédures de négociation collective y est particulièrement marqué, comparativement au système des relations professionnelles qui prévaut dans la plupart des autres pays.
— Compromis avec l'Etat, d'ordre socio-politique. Il a pour objet d'échanger la stabilisation de l'Etat-providence à son niveau actuel contre un accroissement des possibilités d'expérimentation et de substitution d'auto-services collectifs à la demande d'Etat classique. Il implique également un élargissement des libertés civiles.
— Compromis de la société avec elle-même. Il a pour objet de procéder à un déblocage de l'Etat-providence et de permettre l'expression de solidarités négociées et non plus subies dans le cadre d'une plus grande visibilité sociale. C'est un compromis démocratique, redonnant un sens concret à l'idée de contrat social. On comprend dans cette mesure que le développement d'un espace post-social-démocrate est lié à l'entrée dans une nouvelle étape de la vie démocratique ; il est inséparable de la constitution d'un véritable espace public démocratique, qui soit le lieu du travail lucide de la société sur elle-même. La constitution d'un espace post-social-démocrate suppose ainsi que ce triple compromis puisse se réaliser. Il ne s'agit pas de substituer cette perspective à celle d'un projet plus exigeant comme celui du socialisme autogestionnaire. Mais force est de reconnaître que la réalisation de ce dernier n'est pas actuellement à l'ordre du jour dans le court terme. L'horizon post-social-démocrate, tel que je le définis, est pourtant le seul qui ne soit pas contradictoire avec un tel projet même s'il n'en réalise que certains aspects dans le cadre nécessaire d'un compromis social. Il définit l'optimum du possible dans le cadre des contraintes qui traverssent la société française.

Pierre Rosanvallon.
La crise de l'Etat providence,
le Seuil
Pages 137 et 138

baisse de la richesse nationale, rend inopérant et de plus en plus insupportable selon l'auteur l'augmentation des transferts sociaux. Une ossification des mécanismes de ces transferts sociaux, d'autre part, qui les rend opaques aux yeux des salariés, et empêche ces derniers de les ressentir et de les comprendre comme des mécanismes de solidarité sociale, au sein desquels ils puissent se situer. « L'Etat providence » ayant développé la tendance du « recours à l'Etat », à l'assistance généralisée, la crise des rapports Etat-société risque de se nourrir elle-même avec tous les dangers de « surenchère » et de déstabilisation de la démocratie qui en découlent.

Il s'agit dès lors de « débloquer l'Etat providence » en rendant à la « société civile », aux « acteurs sociaux », une capacité d'initiative et d'expérimentation qui ne leur est pas actuellement reconnue, afin de recréer des liens tangibles et vivants de solidarité sociale entre « groupes sociaux » et au sein de chacun d'eux.

Comme toujours, cette analyse repose sur une part de vérité : l'extériorité de l'Etat par rapport à la société. Il est frappant de remarquer combien les idéologues de la CFDT limitent leur critique de cette extériorité aux mécanismes de transferts sociaux et à l'administration dans ses rapports avec les citoyens. Ils ne dénoncent jamais l'Etat comme institution séparée (l'armée, la police, le Parlement lui-même dont les élus échappent à tout contrôle). Garant, sous sa forme actuelle (démocratique bourgeoise), d'une société libre et pluraliste il convient de protéger l'Etat contre lui-même en ménageant, sous son ombre tutélaire, les plus vastes espaces de négociation et d'auto-prise en charge des groupes qui composent la « société civile ».

C'est donc au niveau de l'Etat que se situe la cohérence du projet politique de la direction CFDT et du courant idéologique auquel elle participe. Un Etat qu'il faut restaurer en créant les conditions d'un nouveau « contrat social ».

Ce projet repose sur le postulat d'un compromis social entre les classes. Il présuppose que la crise, loin de dresser les classes les unes contre les autres, offre des opportunités nouvelles de régulation et de stabilisation sociale. Il affirme que ces opportunités doivent être saisies, sous peine de sombrer dans « l'autoritarisme » sous saç forme fasciste ou communiste. C'est pourquoi il se prétend novateur, post-social-démocrate (les modèles sociaux-démocrates bâtis pendant la période d'expansion comme forme la plus achevée de « l'Etat providence » étant à leur tour touchés par la crise).

C'est là, bien sûr que la bât blesse, car les classes ouvrières des pays capitalistes développés ne sont pas disposées à payer les frais de la crise du système capitaliste.

S'il est une preuve de la capacité de la classe ouvrière à affirmer son autonomie par rapport à l'Etat, et même contre lui, c'est bien la grève générale de Mai 68. Le 10 mai 1981, PS et PC ont été portés au pouvoir par les votes ouvriers. Bien loin de se détourner de cette victoire, comme les y invite la CFDT, les travailleurs en attendent un réel changement. C'est parce qu'ils ont gagné le 10 mai qu'ils se tournent légitimement vers le nouveau gouvernement comme vers leur mandataire. Que la transformation de cette attente en mobilisation sociale massive débouche sur autre chose que de nouvelles divisions et désillusions dépend, pour une large part, du développement des oppositions unitaires et luttes de classes dans la CFDT et la CGT, malgé les recentrages et les clivages idéologiques introduits par les directions de ces organisations.

■

Dossier

Productivisme / crise / capitalisme

LES idéologues bourgeois parlent de « choc pétrolier » pour éviter le terme de « récession ». Depuis l'entrée dans le processus de crise économique capitaliste, ils distinguent deux chocs : celui de 1974/1975 et celui de 1980, qui correspondent aux deux récessions !

Les « chocs pétroliers » leur permettent de dissimuler que la crise économique capitaliste se traduit par une destruction de richesses. Il existe trois indicateurs importants de cette destruction de marchandises : le marché mondial qui est égal à la somme des exportations de tous les pays capitalistes ; le taux de croissance du Produit national brut (PNB) qui donne une idée de la somme des richesses nouvelles produites ; l'augmentation du nombre des faillites. Chaque récession se traduit par une baisse des exportations, donc un recul du marché mondial ; par un taux négatif du PNB des grands pays capitalistes et par une augmentation du nombre des faillites. Au cours de la récession qui débute au deuxième semestre 1980 et se poursuit actuellement, le marché mondial a régressé de 5 %. Les PNB des grands pays capitalistes ont été soit négatifs, soit égaux à zéro. les faillites ont progressé. Ces phénomènes expriment le fait qu'il existait trop de marchandises par rapport au marché, ce qui signifie que le marché a refusé la production excédentaire. Le marché est la somme des besoins solvables, et non celle des besoins des populations. En conséquence, cette destruction de richesses va de pair avec une augmentation de la misère et une exploitation accrue des travailleurs.

La rareté, cause de la crise ?

Ici éclate au grand jour la charge idéologique de l'explication bourgeoise, basée sur l'idée de rareté. Pour les idéologues bourgeois, c'est parce que les marchandises sont rares qu'il y a crise. Tous les faits montrent l'inconsistance de cette idée. D'autant que la surproduction touche désormais la marchandise pétrole. La production de pétrole est trop importante par rapport aux besoins solvables. Conséquence : la baisse du prix du pétrole actuellement constatée, et qui rend encore plus absurde « l'explication » choc pétrolier.

La crise économique capitaliste est donc provoquée par une trop grande production de richesses par rapport au marché, aux besoins solvables. C'est la raison pour laquelle on parle de surproduction. On retrouve aussi cette surproduction au niveau du capital : il existe trop de capital par rapport à la plus-value produite, ce qui se constate par la baisse du taux de profit. Là encore cette surproduction provoque la destruction de marchandises, c'est à dire, ici, de moyens de production. L'indicateur en est l'augmentation du nombre de faillites. Cette surproduction s'appelle suraccumulation.

Les capitalistes ont trop de capitaux par rapport aux possibilités d'investissement. Pour investir, un capitaliste doit prévoir un marché en extension et un taux de profit en augmentation. Aucune de ces deux conditions ne sont aujourd'hui remplies. En conséquence, les capitalistes, n'investissent pas et préfèrent placer leur capital sur les places financières, provoquant une augmentation de la spéculation internationale. L'origine de ces capitaux spéculatifs est à rechercher dans une augmentation des profits les trois années précédentes qui, faute d'un marché suffisant, n'ont pas servi à une augmentation de l'accumulation.

La crise économique capitaliste actuelle est marquée à la fois par la surproduction et la suraccumulation. Il est donc nécessaire, pour les capitalistes, de restructurer, ils ont besoin d'augmenter au préalable leurs profits, et donc le taux d'exploitation des travailleurs (le taux de plus-value). La classe bourgeoise (les capitalistes) ont besoin de faire payer la crise capitaliste, leur crise, aux travailleurs, pour pouvoir faire repartir l'accumulation sur des bases renouvelées. Il leur faut pour cela s'attaquer à la classe ouvrière, ce qui rend les affrontements de classe inévitables.

C'est ce que ne veulent pas avoir les directions syndicales. C'est ce qui rend les « politiques industrielles » utopiques. C'est pourquoi la seule solution, pour la défense des intérêts des travailleurs, c'est de rompre avec la logique du capital.

Le productivisme n'est pas une explication de la crise

« En proposant le socialisme autogestionnaire, la CFDT vise à rompre avec la logique du capitalisme en établissant un processus continu de modification des rapports de pouvoir en faveur des travailleurs et des peuples pour changer le type de croissance productiviste en un type de développement répondant à leurs besoins et à leurs aspirations profondes » (in *" La réponse de la CFDT à la crise ", 38e Congrès confédéral).*

Dans ce texte, la logique du capitalisme est assimilée à un type de croissance qualifiée de productiviste. Ainsi la crise économique actuelle serait un « dysfonctionnement » par rapport à ce type de croissance.

Le terme « productivisme » n'est pas neutre. Il a été employé par le *Club de Rome* et le MIT (Massasuchets Institude of Technologie) qui regroupent des experts bourgeois. leurs analyses reposaient sur la lutte contre la « société de consommation » et contre le gaspillage. Ce qui, en 1972, avait permis à Mansholt (expert auprès de la CEE) de proposer dans une lettre célèbre des solutions malthusiennes : moins de naissances, limitation de la consommation, etc.

Un débat avait eu lieu au *Club du Nouvel Observateur,* sur la base du rapport du MIT, le 13 juin 1972. Edmond Maire, dans une intervention, tout en se démarquant des propositions de Mansholt, acceptait le cadre d'analyse fourni par le rapport du MIT, et donc le terme de « productivisme ». Autrement dit, les travailleurs (80 % de la population) consommaient trop et mal. C'était nier qu'il existait la misère jusque dans les métropoles impérialistes. C'était surtout jeter un voile pudique sur les lois de fonctionnement du mode de production capitaliste, dont la finalité est le profit et non la satisfaction des besoins.

Sont venues se greffer ensuite les ana-

lyses et propositions d'Ivan Illitch sur la « société conviviale », fondées sur le refus du progrès technique et dont le modèle de société se trouve dans le passé. Le productivisme plus Ivan Illitch permet de gommer l'analyse des classes sociales antagonistes.

Avec la crise économique de 1974, le productivisme retrouve une nouvelle jeunesse, parce qu'il s'appuie sur une partie de la réalité : la surproduction de marchandises. Mais il passe sous silencce le fait que le capitalisme est obligé de détruire les richesses en trop par rapport aux besoins solvables. Sans parler de la suraccumulation que la direction CFDT ignore complètement.

Le productivisme est une critique qui ne repose que sur la mise en lumière d'une partie de la réalité de la crise capitaliste.

Il pourrait être, tout au plus, la constatation de certaines conséquences de la crise. Pourtant, la direction CFDT lui fait jouer un rôle d'explication universelle. Pour elle, le type de développement productiviste est à l'origine de la crise à l'Est comme à l'Ouest, indépendemment des modes de production différents, qui ne sont pas pris en compte.

Cette explication n'en est pas une, parce qu'elle ne permet pas de comprendre les causes de la crise économique capitaliste.

Le « nouveau type de développement »

En cohérence avec son analyse de la crise du productivisme, la direction CFDT propose une réponse : le nouveau type de développement.

Le nouveau type de développement, c'est la rupture avec le type de croissance productiviste. Comment ? En proposant des productions qui correspondent aux besoins.

La CFDT fait ainsi écho aux justes interrogations des travailleurs : pourquoi et pour qui produisons-nous ? Quelle est l'utilité de notre travail ?

Mais la réponse de la CFDT à cette interrogation est ambigue : elle ne définit pas les moyens à mettre en œuvre pour transformer les finalités du mode de production. Elle affirme que ces finalités peuvent être changées de l'intérieur du mode de production capitaliste, en conservant la même structure économique et sociale.

La finalité de la production capitaliste, c'est le profit. peu importe le type de croissance ! La finalité posée par la CFDT et les travailleurs, c'est la satisfaction des besoins, solvables ou non. Ces deux logiques sont antagonistes.

Dans le mode de production capitaliste : sans profit, pas d'accumulation et donc pas de production de marchandises. L'augmentation de la production suppose des perspectives d'élargissement du marché. Les besoins ne jouent aucun rôle, sauf s'ils sont solvables. C'est la négation de cette loi de fonctionnement du capitalisme qui rend les propositions de la CFDT irréalistes et utopiques.

C'est d'ailleurs pourquoi la direction CFDT fait maintenant place à l'impératif de la compétitivité.

Le nouveau type de développement, c'est la logique des besoins. La compétitivité, c'est la logique du capital. La direction CFDT résout cette contradiction interne en se situant le plus souvent sur le terrain de la logique du capital

Nicolas Maheu

■

Après son congrès :

LE PSU ET LE SOUTIEN CRITIQUE

J. M. FREYSSAT

NOUS consacrerons cet article à exposer et critiquer les positions du PSU telles qu'elles ressortent du texte *« Pour la réussite de la gauche, ouvrir la voie à l'autogestion »*, adopté à l'issue du congrès par 55.5 % des mandats (60 % des suffrages exprimés), et soutenu par la plupart des grosses fédérations.

« Le gouvernement n'est pas un simple gouvernement social-démocrate de gestion de la crise. »

Sur quoi le PSU fonde-t-il cette analyse ?

1. Sur les particularités du mouvement ouvrier français :
— importance du PC qui, par ailleurs, se retrouve au gouvernement ;
— existence de syndicats (CGT et CFDT) non intégrés au système et dominants dans la classe ouvrière ;
— recrutement militant du PS dans un certain nombre de secteurs de lutte.

2. Sur l'orientation même du nouveau gouvernement :
— choix d'une politique de relance de la consommation, de création d'emplois dans le secteur public, financés par le déficit budgétaire, en rupture avec la politique imposée aux gouvernements des autres pays par leurs bourgeoisies ;
— réformes de structures en cours (nationalisations, décentralisation), restitution et extension des libertés.

En ce qui nous concerne, il nous paraît juste de marquer en quoi le renversement de majorité en France est plus qu'une simple péripétie électorale. Il nous paraît important de comprendre l'état d'esprit des travailleurs qui accordent un certain crédit à ce gouvernement en butte à l'hostilité de la droite et du patronat. Mais nous ne pensons pas que les éléments donnés par le PSU soient valides. Le fait que le gouvernement soit majoritairement composé des partis pour lesquels les travailleurs ont majoritairements votés, ces partis étant eux-mêmes liés au mouvement ouvrier au sein duquel ils sont les forces majoritaires, ne suffit pas pour faire du gouvernement la pure et simple expression des rapports de forces sociaux et politiques tels qu'ils existent dans le pays. Le PSU écrit : *« Le mouvement social revendicatif a trouvé une dimension politique dans la victoire d'une nouvelle majorité. »* C'est juste. Mais cette dimension est-elle adéquate aux aspirations qui l'ont fait vaincre ? Ni l'existence de forts syndicats non intégrés, ni d'un important PC, ni les liens du PS avec la classe ouvrière ne garantissent, pour nous, qu'un gouvernement où PS et PC sont représentés fasse autre chose que gérer la crise.

En outre, nous ne pensons pas plus juste d'assimiler la classe ouvrière et les organisations qui la structurent que d'assimiler ces organisations et le gouvernement auquel elles participent. Le PC a des liens bien plus étroits que le PS avec le cœur de la classe ouvrière de ce pays, cela ne garantit aucunement qu'il mène une politique conforme aux intérêts historiques de cette classe. La CGT et la CFDT sont des organisations formellement indépendantes de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat, peut-on dire pour autant que la politique menée par leur direction, à l'heure du recentrage, de la révision en baisse des revendications, du « produisons français », est une politique d'indépendance et de lutte de classe ?

Non que nous sous-estimions l'importance des liens de ces partis avec le mouvement ouvrier. L'existence d'une majorité ouvrière à la Chambre fait que les travailleurs ont des comptes à demander aux députés qu'ils ont élus sur l'usage qu'ils font de leur mandat, que la politique de

compromis avec le patronat ne peut plus s'abriter derrière les prétextes antérieurs de score électoral insuffisant obligeant à chercher des alliances, qu'une politique dirigée contre les intérêts ouvriers aura beaucoup plus de mal à passer, que menée par des députés bourgeois qui n'ont pas les mêmes rapports avec leur électorat et ne trahissent pas leur classe en faisant la politique de ceux qui les paient pour cela. Mais cela ne veut pas dire du tout que les députés du PC et du PS sont ligotés par leurs électeurs. La nature même de la démocratie bourgeoise émancipe la représentation électorale du contrôle direct des électeurs. La Constitution de la V[e] République, en outre, émancipe le gouvernement du contrôle parlementaire. Les organisations ouvrières elles-mêmes sont des machines bureaucratiques qui utilisent plus qu'elles reflètent les aspirations ouvrières.

Enfin, ce que le PSU dit de l'orientation du gouvernement, outre que cela ne suffit pas pour le définir comme un gouvernement au service des travailleurs, est fortement relativisé par les critiques qu'il porte ensuite.

Mobilisation populaire... pour soutenir le gouvernement

Le PSU part fort justement de l'affirmation qu'*« aucune solution durable à la crise ne peut se concevoir sans qu'une mobilisation populaire, force motrice du changement, ne se mette en place pour l'imposer »*. Mais, en même temps, ce mouvement est clairement conçu comme auxiliaire, comme subordonné. L'autogestion, pour le PSU, quoi qu'il en dise, passe tout de même après les autorités constituées. Si un mouvement populaire doit se développer, c'est *« pour soutenir le pouvoir de gauche »* (certes *« dans l'affrontement avec le patronat et la droite »*, précise-t-il. Mais c'est croire que le gouvernement affrontera ses adversaires bourgeois. Nous, LCR, ne le croyons pas.

Pour nous, l'affrontement inéluctable se déroulera entre les patrons et les travailleurs, et ces derniers, pour le résoudre positivement, n'auront à compter que sur eux-mêmes ; et il faut le dire dès maintenant).

Pour le PSU, *« aucune alternative de gauche n'existe aujourd'hui et pour la période à venir au gouvernement actuel »*. Comme il n'y en a pas, il ne peut y en avoir. Et, par conséquent, il n'est pas question de chercher à la construire. Il ne viendrait pas à l'idée de nos « autogestionnaires » que la dynamique des luttes sociales puisse faire apparaître la possibilité d'une alternative s'appuyant directement sur celle-ci.

Tout en affirmant du haut de la tribune du congrès, *« qu'il n'y aura pas de marche tranquille au socialisme »*, la majorité déclare, dans sa résolution, que toute déstabilisation de la situation favoriserait le jeu de la droite et qu'il faut donc prendre garde aux *« mouvements sporadiques de mécontentement »*, aux *« intérêts catégoriels »*, à tout ce qui pourrait *« cimenter une opposition poujadiste ou gauchiste »*, *« un front de mécontents »*. Souci qui peut être louable, mais aussi lourd d'ambiguïtés quand on sait ce que Edmond Maire donne comme contenu à sa critique de la « démagogie » et du « corporatisme ». Et ce n'est pas un amalgame facile dans la mesure où la majorité du PSU, dans ses textes, cite favorablement la CFDT et ses positions actuelles.

Finalement, le soutien critique risque de ne se distinguer qu'avec peine du conseil avisé, pour ne pas dire de la caution de gauche, qu'un certain nombre de militants du PSU, en congé de responsabilité, apportent d'ores et déjà au gouvernement au sein de plusieurs cabinets ministériels. Après avoir affirmé que l'affrontement a déjà commencé entre patronat et gouvernement, le PSU déclare : *« Dans ce combat, nous sommes aux côtés du gouvernement. »* Pour nous, la lutte de classes n'a pas cessé, le gouvernement joue les arbitres autour de l'idée utopique de la construction d'une « économie mixte » mais en accordant concession sur concession au patronat pour essayer de se le concilier. Dans ce combat, nous ne saurions être du côté du pseudo arbitre, nous ne pouvons être qu'aux côtés des travailleurs.

Le PSU ne va pas jusqu'au bout de la logique qui est dans l'orientation des plus participationnistes, de ceux qui pensent que dès le 10 mai le parti aurait dû se placer en position de participer au gouvernement et mener une campagne dans ce but.

Pour la majorité de sa majorité, l'orientation actuelle du gouvernement n'est tout de même pas satisfaisante. Le PSU note justement les aspects limités des changements jusque-

là apportés, les premiers reculs, la volonté de compromis avec le patronat « *Nous devons donc agir pour que l'expérience en cours réussisse. or, la politique économique menée par le gouvernement ne nous paraît pas en mesure d'assurer durablement ce succès (absence de choix à long terme, addition de demi-mesures conjoncturelles, réduction limitée du temps de travail...)* »

Pour le PSU, cette politique n'est pas fatale : ce gouvernement n'est pas, par nature, un gouvernement de collaboration de classes, même s'il la pratique actuellement. Il peut changer de politique. Le PSU ne se donne-t-il pas comme « *tâche, de mettre en œuvre toutes ses capacités d'action et de proposition pour que la gauche au pouvoir s'oriente vers un socialisme qui tourne le dos aux échecs social-démocrate et stalinien, un socialisme qui s'appuie pleinement sur l'organisation du pouvoir des travailleurs à la base* » ? Le PC et le PS ont des pesanteurs, mènent une politique erronée, trop pragmatique pour le second, mais ne sont pas en question en tant qu'organisations. Ils peuvent évoluer sous la pression des masses. Et la politique qu'ils mènent est autant à mettre au compte de la faible mobilisation de celles-ci que d'une politique délibérée de leurs directions.

Si la mobilisation se développe, le gouvernement, qui a actuellement tendance à pencher du côté du patronat faute de contrepoids à la pression que ce dernier exerce sur lui, penchera alors du côté des travailleurs. Ceux-ci doivent s'emparer des embryons de réforme pour créer une « *dynamique populaire* » qui « *constituerait l'appui nécessaire à l'action gouvernementale pour franchir les obstacles qui lui seront opposés par la droite* ».

Participation conditionnelle au gouvernement

Aucune leçon n'est donc tirée par le PSU des expériences multiples de gouvernement de collaboration de classes en période de montée ouvrière, qui ont toujours vu l'inverse se produire. Plus le mouvement des masses se radicalisait à gauche, plus le gouvernement et les directions des partis ouvriers cherchaient des alliances à droite, mettaient de l'eau dans leur vin (cf. la « pause » du gouvernement Léon Blum, l'entrée des militaires dans le gouvernement Allende, etc.) et reculaient effrayées devant la perspective de constituer un gouvernement de leurs seules forces s'appuyant sur la mobilisation des masses et non plus sur les institutions bourgeoises.

Le PSU conditionne sa participation ministérielle à un changement de la politique du gouvernement, car il est évident qu'aujourd'hui, même si cette participation était critique, le fait matériel de la participation l'emporterait largement sur les critiques dont le PSU l'accompagnerait et il serait piégé.

Quelles sont les garanties d'une participation efficace :
1- Le gouvernement doit s'appuyer sur le mouvement populaire (le PSU s'efforcant d'impulser la réciproque) ;
2 - Le gouvernement doit s'engager à promouvoir des changements significatifs. Et le PSU donne quelques exemples qui marqueraient, certes, une autre orientation, sans pour autant, pour nous, représenter un changement qualitatif rompant avec l'orientation de compromis avec le patronat : « *Une politique extérieure nouvelle, indépendante des Américains, le freinage de la course aux armements, des droits réels pour les travailleurs, une vraie politique du partage du travail, etc.* (sic !) ». En outre, le vague des engagements demandés, l'annonce qu'on se contenterait de promesses montrent que le PSU est prêt à se satisfaire de peu, comme il le fit au moment de la présidentielle après avoir fait de l'acceptation de son contrat « présidentiel » un préalable à un appel au désistement.

Il est faux, pour nous LCR, de dire que ce gouvernement peut être sensible à la pression des masses. Nous ne nions pas qu'il puisse être amené à prendre des mesures progressives (comme il l'a fait depuis 6 mois) résultat non de sa bonne volonté mais du rapport de forces.

Soutenir ces mesures est une chose, comme s'opposer aux menées patronales, et nous sommes prêts à le faire ; mais soutenir — même de manière critique — ce gouvernement, en est une autre. Croire ou laisser croire que ce gouvernement peut changer fondamentalement de politique c'est entretenir des illusions qui risquent, demain, de laisser les travailleurs complètement désarmés au moment où ils appréhenderont clairement sa faillite. Le PSU dit à ses militants qu'ils doivent « *comprendre les changements intervenus : le temps n'est plus d'une opposition fondamentale à un pouvoir de droite* ». Il y a là double ambiguïté. On commence par confondre pouvoir et gouvernement, ensuite pouvoir de gauche et pouvoir des travailleurs. Pour nous, il n'y a pas, au-delà de l'expression journalistique un « pouvoir de gauche » et un « pouvoir de droite ».

Le pouvoir n'est pas une affaire de majorité parlementaire, mais une affaire de nature de l'appareil d'Etat. Appareil construit, structuré pour servir une classe et non machine neutre qu'une équipe gouvernementale pourrait asservir à une politique contradictoire à celle pour laquelle il existe. Même dans l'hypothèse où le gouvernement serait un gouvernement des travailleurs, la bourgeoisie serait toujours au pouvoir en France et pas simplement parce que, n'étant plus au gouvernement, il lui resterait encore, comme disent certains, le « pouvoir économique ».

Nous sommes bien évidemment prêts à mener la bataille pour une autre politique aux côtés de ceux qui ne sont pas encore persuadés que cette autre politique implique un autre gouvernement. Nous sommes même prêts à nous mobiliser contre le patronat et la droite avec ceux qui soutiennent la politique du gouvernement.

Qu'il n'y ait pas aujourd'hui de secteur significatif de la classe ouvrière qui raisonne en terme d'alternative gouvernementale n'implique pas que nous soyons condamnés au soutien critique du gouvernement en place. Nous devons expliquer sans relâche, dès aujourd'hui, en quoi ce gouvernement sera incapable de faire autre chose que gérer la crise, en quoi il sera incapable de répondre à l'attente des travailleurs en ce qui concerne leurs intérêts fondamentaux. Et c'est dans la lutte pour une autre politique, ou même simplement dans la lutte contre la droite, le patronat et leurs alliés dans la haute administration et les états-majors, que nous contribuons à dresser cette alternative ; à la rendre crédible aux travailleurs au travers de l'expérience qu'ils feront de l'incapacité du gouvernement, qu'ils considèrent encore comme leur, à sortir de la crise.

Quelle raison d'être ?

Le PSU ajoute à son programme minimal quelques axes d'intervention qui vont dans le sens d'objectifs transitoires (« contrôle ouvrier, con-

trôle populaire »). Il affirme vouloir les défendre parallèlement, en tant que parti autonome. Ces axes, qui mériteraient d'être précisés, comportent nombre d'éléments sur lesquels nous pourrions nous retrouver dans des actions ou des activités communes.

Tout au début de la résolution adoptée à Nantes, le PSU partait de trois constatations fort justes, dont il ne tire malheureusement pas les conséquences dans le reste du texte :

1) La crise du capitalisme est une crise structurelle qui ne peut être résolue par lui que sur le dos des travailleurs.

2) Le renversement de majorité en France traduit *« la volonté d'en finir avec le chômage et l'inflation »*.

3) La politique des social-démocraties en Europe est une politique *« de gestion de la crise »* par laquelle elles tentent *« de réaliser le concensus social sur la nécessité de l'austérité »*.

Pour nous, cela appelle d'autres conclusions que le soutien critique, la participation conditionnelle et quelques axes d'intervention. Cela appelle un programme d'ensemble et des solutions révolutionnaires auxquelles le gouvernement actuel, et les organisations qui le composent, sont hostiles par nature.

Mais pas plus qu'il n'y a pour le PSU d'alternative gouvernementale à gauche, il n'y a d'alternative aux forces traditionnelles du mouvement ouvrier définies *« qu'on le veuille ou non »*, dit-il, comme *« les forces motrices du mouvement populaire »* (Nous les concevrions plutôt, pour notre part, comme des freins !). La résolution déclare clairement que le PSU doit *« revenir à sa vocation essentielle »* définie comme *« la rénovation dans l'unité de toutes les forces qui luttent pour le socialisme »*. A terme (non précisé) il se voit, non pas disparaître *« dans une entreprise marginale »* (ce qui serait sans doute pour lui la constitution d'une organisation révolutionnaire issue des différenciations en cours dans le PS et le PC et/ou de regroupements dans l'extrême-gauche), mais se dépasser dans *« la réunion des principales forces motrices de la transformation sociale »* (PC tournant le dos au stalinisme, PS tournant le dos à la social-démocratie ?).

On passe ainsi, allègrement, de la lutte pour la nécessaire unité d'action du mouvement ouvrier (incluant l'unité syndicale) à une perspective de réunification politique organique sur la base d'options proches de celles du PSU. Puisque, affirme-t-il, ses *« grandes idées ... sont aujourd'hui le vocabulaire obligé de la plupart des forces politiques et syndicales »*, pourquoi ne seraient-elles pas, demain, leur pratique ?

Le PSU ne tire pas, là encore, la leçon quant à la nature du PC et du PS, des échecs stalinien et social-démocrate. A partir de là, il manque évidemment de justification historique et stratégique. Il n'envisage plus sa construction comme parti révolutionnaire face à la faillite historique des partis traditionnels de la classe ouvrière auxquels il disputerait l'hégémonie sur le mouvement ouvrier, mais comme aiguillon de ces partis, leur mauvaise conscience, fournisseur d'idées neuves pour leur rénovation politique et organisationnelle. Pour les plus engagés de ses militants dans la rupture avec ce qu'ils appellent par dérision *« le prophétisme marginal »*, est-ce suffisant pour continuer à justifier une organisation séparée du PS ?

Nous ne pensons pas, quant à nous, que le PC et le PS soient redressables (leur rénovation ne sera jamais que de façade), qu'ils luttent vraiment pour le socialisme, contrairement à ce que croient leurs adhérents. Mais nous ne croyons pas non plus que la transformation socialiste pourra s'effectuer sans leurs militants alors que nous sommes convaincus qu'elle se fera contre leurs appareils. C'est donc, en travaillant sur cette contradiction, avec une force, certes encore très minoritaire, mais pleinement indépendante, que nous pourrons contribuer à une recomposition du mouvement ouvrier qui le dote de la direction révolutionnaire qui lui manque depuis un demi-siècle. Nous somme persuadés que les militants du PSU sincérement attachés à la classe ouvrière seront partie prenante de cette recomposition révolutionnaire du mouvement ouvrier.

■

ABONNEMENTS

« LE MAITRON »

Parution d'un nouveau tome du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier

Le premier volume de la nouvelle série du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, de la Première à la Seconde Guerre mondiale,* période si riche et critique, vient de paraître. Il fut présenté fort à propos devant un imposant parterre de militants chevronnés et d'historiens, venus assister à la projection du film : *Ah ! Si les murs pouvaient parler ! Ecoutez la Bourse de Paris*, réalisé par Jean Maitron et B. Baissat, sans aucune aide financière.

Ce premier volume est particulier. Il comprend les listes des militants par départements, mais aussi des délégués aux congrès et des membres des organismes de direction de la CGT, de la CGTU et du Parti socialiste SFIO, ainsi que des élus au comité central du PC SFIC. Ces listes serviront de guide pour la découverte des biographies par ordre alphabétique. On prendra connaissance avec intérêt, dans ce volume, de la lettre et des signataires des 250 membres du PC qui lancèrent un appel à l'Internationale communiste, en octobre 1925, s'élevant contre les abus et les effets désastreux de la prétendue bolchevisation du parti. Les thèmes essentiels n'ont pas perdu leur actualité. La lettre réclame que l'on permette *« à toutes les opinions communistes de s'exprimer, à toutes les initiatives de se faire jour, de limiter l'omnipotence de l'appareil jusqu'ici irresponsable. Que celui qui a quelque chose à dire puisse le dire sans être aussitôt bafoué, intimidé, menacé d'exclusion, tenu à l'écart ».* On serait tenté de faire des rapprochements trop faciles, le PC de 1925 n'étant pas, certes, celui d'aujourd'hui. Mais le bureaucratisme vient de loin.

Une approche nouvelle de l'histoire du mouvement ouvrier.

A relever, en outre, la liste des militants trotskystes d'avant la guerre et celle des volontaires français en Espagne pendant la guerre civile. Oeuvre gigantesque, de l'ordre d'une vingtaine de tomes et de 60 000 biographies, devant paraître dans les sept ans, à raison de trois livres par an, l'approfondissement de la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier qu'elle apportera sera considérable. La rigueur scientifique qui préside à ce travail qui, s'interdisant des jugements de valeur, n'élimine pas, par exemple, ceux qui ont mal tourné, tels les doriotistes, s'éloigne également des arrangements de certains portraits « officiels ». De nouveaux éclairages sont donc possibles sinon probables, qui retiendront l'attention. Il n'est pas surprenant que durant cette époque les militants communistes prédominent largement.

Une résurrection des obscurs

Jean Maitron, qui assume avec Claude Pennetier la direction de cette oeuvre collective, situe exactement le sens de son entreprise. *« Nos biographies,* dit-il dans son avant-propos, *résurrection des obscurs, par le nombre, permettent une approche nouvelle de l'humain qui, inscrit dans une histoire globale et impersonelle, favorisera une plus valable réflexion sur le passé et éclaircira le présent . »* C'est une optique d'historien-militant dont on trouvera l'empreinte tout au long des pages de ces livres et qui en fera leur richesse.

Il incombe à chacun de faire en sorte que les collectivités, bibliothèques et administrations fassent l'acquisition du *Dictionnaire* intitulé très justement *Le Maitron* pour la commodité de sa popularisation. Des conditions particulièrement avantageuses équivalant à des remises de 50 % pour les premiers volumes et de 30 % pour les volumes suivants, sont offertes par la souscription des Editions ouvrières. Ces volumes ne seront, du reste, plus vendus en librairie, en raison de la nouvelle loi sur le prix des livres. Pour tous renseignements, s'adresser aux Editions ouvrières, 12, avenue Sœur-Rosalie, 75621 Paris Cédex 13.

Rodolphe Prager

abonnement

Profitez de la campagne d'abonnement d'essai couplé ROUGE-CRITIQUE COMMUNISTE, pour trois mois : 90 FF.

Abonnement séparé pour CRITIQUE COMMUNISTE :
1 an : 100 FF

Abonnement séparé pour ROUGE :
1 an : 230 FF (étranger, 320 FF).

Chèque à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....

VIENT DE PARAITRE

64 p.

En vente à la Librairie La Brèche

et auprès des militants de la LCR

librairie

la brèche

9 rue de Tunis 75011 PARIS - M° Nation

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR
éditée par la société Presse-Edition Communications
rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil-Sous-Bois, Tél. : 859.00.80
Directeur de la publication : Robert March.
Imprimerie Rotographie,
N°CP: 56 551
ISSN - 0298 - 2068